

Horizons et débats

AZA
9602 Bazenheid

POST CH AG

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

Les populations syriennes en détresse Le tremblement de terre et les sanctions – un double calvaire

par Karin Leukefeld, Bonn et Damas*



Karin Leukefeld
(photo ef)

Selon les dernières informations, le violent séisme qui a secoué la zone frontalière entre la Turquie et la Syrie, aux premières heures du 6 février, a déjà fait 44 000 victimes. Des dizaines de milliers de personnes ont été blessées, des milliers sont portées disparues. Alors que les habitants de la région touchée luttent pour leur survie, de fortes répliques continuent de secouer la région. Il y a une réplique toutes les quatre minutes environ dans la région, a-t-on appris. Selon le «Bureau des Nations unies pour la Coordination des affaires humanitaires (BCAH)» (Office for the Coordination of Humanitarian Affairs – OCHA), il y a eu, jusqu'au 17 février, plus de 4 700 répliques.

En Turquie comme en Syrie, les survivants ont dit qu'ils pensaient à la fin du monde lorsque la terre a tremblé sous eux, détruisant leur maison, leur quartier, leur famille, leur quotidien, le travail de leur vie et tous leurs projets. Pour les personnes menant leur existence, depuis longtemps précaire au point qui dépasse toute limite, le tremblement de terre est une expé-

* Depuis le début de la guerre en Karin Leukefeld fait la navette entre Damas, Beyrouth et d'autres lieux dans le monde arabe avec son domicile à Bonn. Elle a publié de nombreux ouvrages, dont: *Syrien zwischen Schatten und Licht – Geschichte und Geschichten von 1916-2016. Menschen erzählen von ihren zerrissenen Land* (2016, Rotpunkt Verlag Zürich); *Flächenbrand Syrien, Irak, die Arabische Welt und der Islamische Staat* (2015/2017 3^e édition révisée, PapyRossa Verlag Köln). Elle publiera prochainement, chez le même éditeur, son livre actuel intitulé *Im Auge des Orkans. Syrien, der Nahe Osten und die Entstehung einer neuen Weltordnung*.

En notre nom

Récemment, une journaliste d'un quotidien suisse a adressé une série de questions à la rédaction de *Zeit-Fragen/Horizons et débats* au travers d'un courriel. Ces questions portaient sur le fait qu'en septembre 2016, *Zeit-Fragen* avait publié un article sur les élections russes à la Douma de 2016, article qui n'aurait pas été rédigé par l'auteur invité à l'époque, mais par un ressortissant russe de ses connaissances. L'auteur invité aurait peut-être reçu de l'argent de Russie pour la publication de cet article dans *Zeit-Fragen*. Aucune preuve n'a été apportée pour étayer ces deux allégations. La rédaction de *Zeit-Fragen* a répondu au courriel de la journaliste en ces termes:

«Chère Madame ...
Zeit-Fragen défend la déontologie professionnelle qui exclut que lors d'un débat public l'on se borne à présenter qu'une seule approche, mais qui encourage le fait que différents points de vue et différentes appréciations y doivent avoir leur place. La discussion et le débat libres dépendent du pluralisme du paysage médiatique et de la liberté de la presse, sans entraves.
C'est dans ce cadre et dans ce but que nous nous sommes donnés le statut juridique de coopérative et que nous travaillons tous bénévolement, car nous tenons à la liberté d'expression et à notre indépendance – y compris financière. Nous ne nous laissons pas embrigader par qui que ce soit.
Avec nos meilleures salutations

Erika Vögeli,
rédactrice en chef de *Zeit-Fragen*



Alep en Syrie – secouristes après le tremblement de terre.. (photo Lama Khaly)

rience de détresse en plus. C'est notamment le cas pour la Syrie, ravagée par la guerre et bloquée par l'Occident sur les plans politique, économique et médiatique. D'abord la guerre, ensuite la guerre économique, les fuites et les expulsions, la mort et les destructions omniprésentes, et tout cela depuis 2011 – la Syrie a donc perdu tout ce qu'elle avait construit par ses propres moyens. De grandes différences apparaissent dans l'aide internationale promise aux habitants des régions dévastées. Les Etats-Unis, l'UE et le gouvernement fédéral allemand distribuent leur aide de manière sélective. Cela saute aux yeux si on compare les conditions qui prévalent en Turquie avec celles «offertes» aux populations syriennes.

Turquie

La Turquie a reçu des promesses d'aide de 70 pays, des millions ont été promis ou déjà versés. Des avions transportant les premières aides ont atterri dans des aéroports turcs qui n'avaient pas été endommagés par le séisme. Selon les données officielles d'Ankara, 36 pays ont déjà apporté leur aide sur place, avec plus de 3 300 secouristes qui y sont à l'œuvre. L'UE a elle seule envoyé dans la zone turque touchée par le tremblement de terre plus de 1 000 personnes de sauvetage bien équipées et instruites et a initié le mécanisme d'aide d'urgence qui met les Etats membres de l'UE face à leurs responsabilités. 21 Etats membres ont envoyé des équipes de secours et du matériel lourd pour repérer les personnes ensevelies. Des tentes et des lits ont été fournis. La Suède et la Roumanie ont fourni des abris d'urgence dans le cadre de l'aide de la Commission européenne (qui dispose d'un fonds supplémentaire). L'OTAN a mobilisé plus de 1 400 soldats qui ont soutenu les équipes de secours, y compris avec du matériel lourd. La base militaire d'Incirlik – située à une dizaine de kilomètres d'Adana, qui a été gravement touchée par le tremblement de terre – a vu son nombre de décollages et d'atterrissages multiplié par trois dans les jours qui ont suivi, afin d'assurer l'acheminement des secours par avion. A Berlin, la Ministre allemande de l'Intérieur, Nancy Faeser, a déclaré: «Nous sommes étroitement aux côtés de la Turquie.» Des générateurs de secours, des tentes et des couvertures seraient envoyés, et le «*Technisches Hilfswerk* (THW)» enverrait des équipes de sauvetage et de secours. Elle a proposé à la Turquie que le THW «mette à disposition des camps avec des abris d'urgence et des installations de traitement de l'eau», a ajouté M^{me} Faeser. Le soutien sera «étroitement coordonné avec la Turquie». Les médias internationaux ont

envoyé des reporters sur place pour rapporter la misère 24 heures sur 24. Des dons ont été récoltés par tous les canaux.¹

Syrie

Comme Ankara, le ministère des Affaires étrangères à Damas s'est adressé, dès le 6 février, aux «Etats membres des Nations unies» pour leur demander de l'aide. Des demandes d'aide ont également été adressées au Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et à d'autres organisations humanitaires afin d'aider la Syrie à faire face aux terribles conséquences du tremblement de terre. *Faisal Mekdad*, Ministre syrien des Affaires étrangères, a assuré que le gouvernement ferait tout son possible pour fournir aux organisations internationales tout le soutien dont elles auront besoin pour apporter une aide humanitaire aux Syriens.

Un porte-parole de la Commission européenne a toutefois déclaré le lendemain n'avoir reçu aucune demande d'aide de la part de Damas. Le mécanisme de protection civile n'a donc été déclenché que pour la Turquie.²

Le gouvernement syrien s'est alors adressé directement à l'UE pour demander d'aide se référant au cas de catastrophe. Le commissaire européen *Janez Lenarcic*, qui dirige le département de la gestion des crises à Bruxelles, a finalement déclaré qu'une «longue liste de biens de protection civile courants» avait été reçue. La demande porte sur des médicaments, des denrées alimentaires et des appareils médicaux. Le commissaire a déclaré qu'il encouragerait les Etats membres de l'UE à répondre à la demande syrienne. Les Pays-Bas se sont déclarés prêts à verser 10 millions d'euros, et dix pays de l'UE participent désormais aux livraisons d'aide. Le mécanisme de protection civile de l'UE a été déclenché et la Commission a débloqué 3,5 millions d'euros pour l'aide d'urgence.³

Cependant, peu de cette aide arrive directement en Syrie, elle est destinée au «Nord-ouest» du pays. Le Ministère des Affaires étrangères à Berlin a déclaré que «l'aide humanitaire globale déjà en place dans le Nord-ouest de la Syrie par des ONG humanitaires et des organisations de l'ONU» était poursuivie. Le «réseau de partenaires existant et établi là-bas» aiderait, «également dans la situation actuelle, à réagir rapidement et directement et à soutenir les personnes en détresse». Et de poursuivre que «l'Allemagne préparerait une aide supplémentaire importante sur la base du plan d'urgence de l'ONU destiné à la publication dans les prochains jours». Un million d'euros supplémentaire auraient été déblo-

Aide aux victimes du tremblement de terre et dépenses de guerre – un bilan révélateur

kl. Suite à la catastrophe du tremblement de terre en Turquie, l'ONU demande à ses Etats membres une aide d'un milliard de dollars. Selon la déclaration récente d'Antonio Guterres, secrétaire général de l'ONU, cet argent devrait «aider 5,2 millions de personnes et permettre aux organisations humanitaires d'étendre rapidement le soutien vital aux opérations de secours menées par l'Etat dans un certain nombre de domaines, notamment la sécurité alimentaire, la protection, l'éducation, l'eau et les abris». Auparavant, l'ONU avait demandé une aide de près de 400 millions de dollars pour la Syrie.

A titre de comparaison, les pays membres de l'OTAN et de l'UE ont jusqu'à présent dépensé 190 milliards de dollars destinés à la guerre en Ukraine, selon leurs propres indications. Le montant demandé de l'ONU correspond à moins de 0,25 pour cent de celui dépensé en faveur de cette guerre.

quées à destination de l'organisation «*Malteser International*».

Le gouvernement fédéral, qui se vante perpétuellement que l'Allemagne est le deuxième donateur en faveur de la population syrienne en détresse, pratique son aide urgente différemment, privilégiant les habitants peuplant le Nord-ouest de la Syrie. Ce qui a comme effet la scission entre les victimes syriennes – rien qu'à Alep, plus de 300 000 personnes se sont retrouvées sans abri. La détresse actuelle sert en effet de moyen pour accentuer la pression politique sur le gouvernement syrien. Aussi se voit-il reprocher de ne pas aider les personnes touchées par le tremblement de terre. A ce sujet *Annalena Baerbock*, Ministre allemande des Affaires étrangères, vient de déclarer devant des journalistes qu'en Syrie, «où les gens ne peuvent espérer aucune aide sous le régime d'Assad», le gouvernement allemand soutenaient «les partenaires humanitaires» tout en continuant à «faire pression pour un accès humanitaire». Cette même Madame Baerbock avait demandé, le 6 février 2023, juste après avoir pris connaissance de l'ampleur catastrophique du tremblement de terre, que la Syrie ouvre ses frontières avec la Turquie afin de permettre l'acheminement de l'aide. De concert avec elle, la présidente du Bundestag, *Bärbel Bas* (SPD), a exigé au Bundestag le libre accès des organisations humanitaires aux régions touchées en Syrie. Et le chancelier *Olaf Scholz* en a renchéri en déclarant que l'Allemagne fournissait des biens de secours à la Turquie susceptibles d'être acheminés avec l'aide des Nations unies dans la région syrienne touchée par le séisme – depuis la Turquie. Et d'ajouter: «On voit maintenant, une fois de plus, à quel point cet accès transfrontalier est vital, accès [depuis la Turquie, réd.] pour lequel nous nous engageons depuis des années» [au Conseil de sécurité de l'ONU, kl].

Pour comprendre le contexte politique: avec cet accès transfrontalier, Scholz a parlé de *Bab al-Hawa*, un point de passage entre la Turquie et la province syrienne d'Idlib, occupé par les milices de *Hayat Tahrir al-Cham* (HTS). Avec HTS il s'agit d'une organisation ayant succédé au *Front al-Nusra*, issu [cette dernière, réd.] de la branche irakienne d'*al-Qaïda*. En vertu de la résolution 2672 du Conseil de sécurité de

«Les populations syriennes ...» suite de la page 1

l'ONU, qui a été prolongée de six mois en janvier 2023, de l'aide humanitaire peut en effet être acheminée depuis la Turquie vers Idlib, sous la supervision de l'ONU. Or la Syrie s'oppose à cette procédure, car elle la prive du contrôle souverain du passage frontalier. La Russie, la Chine et d'autres pays soutiennent la Syrie dans sa revendication que le poste-frontalier mentionné soit fermé et que l'aide destinée à la Syrie soit distribuée dans toutes les régions du pays. Les groupes d'opposition armés au gouvernement syrien, parmi eux la milice HTS à Idlib, soutenus par la Turquie et de nombreux pays étrangers, s'y opposent.

Stephane Dujarric, porte-parole de l'ONU, a rappelé à New York que le poste frontalier de Bab al-Hawa et la route qui le traverse avaient été endommagés par le séisme. La politique doit être «mise de côté», comme il a averti. Il faut donc trouver une solution pour que l'aide parvienne aux civils qui ont tout perdu et qui doivent perdurer dans un froid glacial.

Si l'aide avait en effet été souhaitée, elle aurait dû être acheminée immédiatement via les aéroports de Damas, d'Alep et de Lattaquié, dans toutes les régions touchées du pays. Contrairement à cela, les Etats-Unis, l'UE et leurs partenaires ont préféré faire pression pendant plusieurs jours sur le gouvernement syrien pour qu'il ouvre d'autres points de passage depuis la Turquie. Les Etats-Unis et la France œuvraient de concert dans ce sens en but d'obtenir une nouvelle résolution du Conseil de sécurité de l'ONU. Leurs médias ont aussitôt lancé une autre campagne contre le gouvernement syrien, l'accusant de refuser de secours aux victimes du tremblement de terre.

Ce qui n'a pas été mentionné, c'est que la Syrie ne contrôle qu'un seul point de passage vers la Turquie, à l'extrême Ouest du pays, près de Kassab. Tous les autres points de passage sont contrôlés par la Turquie ou, dans le Nord-est du pays, par les troupes américaines. Ces deux gouvernements ont déployé leurs troupes le long de la frontière syro-turque, soutenant les opposants armés au gouvernement qui, du Nord-ouest au Nord-est, empêchent le gouvernement syrien de contrôler sa frontière syro-turque et de disposer des ressources de la région. En effet, le secrétaire d'Etat américain Blinken a expressément remercié le gouvernement turc d'avoir ouvert la frontière au nord-ouest de la Syrie.⁵

Le président syrien Bachar al-Assad a finalement donné son feu vert pour que les livraisons d'aide puissent être faites par l'ONU via deux autres points de passage, Bab al-Salam et Al Rae'e. Toujours est-il que les livraisons d'aide via ces deux points de passage ainsi que Bab al-Hawa n'atteignent que les zones occupées par les opposants au gouvernement armés et par la Turquie (Afrin, Azaz et al-Bab).

A l'intérieur de la Syrie, toutes les régions touchées devraient recevoir de l'aide, a-t-on appris de Damas. Ces transports d'aide devaient s'effectuer par l'ONU, le CICR et le Croissant-Rouge arabe-syrien.

David Beasley, chef du Programme alimentaire mondial (PAM), a déclaré que la Syrie et la Turquie avaient bien coopéré au niveau gouvernemental pour permettre l'acheminement de l'aide. Il avait tout de même fait état de problèmes avec les «autorités du Nord-ouest». Elles bloquaient le passage des convois humanitaires en provenance de Syrie, a déclaré Beasley, blocage dont il ne connaît pas les raisons disant: «Pourquoi s'adonneraient-ils à de tels jeux? Je vais pourtant dénommer les responsables par leur nom et non pas me taire à ce sujet.»⁶

En situation d'urgence, l'aide pour tous les victimes prime sur la politique

Alors que le 6 février 2023, l'Allemagne, l'UE et les Etats-Unis ont fait la sourde oreille devant l'appel urgent d'aide de Damas aux Etats des Nations unies, d'autres pays ont réagi immédiatement. Le 7 février, un avion iranien a atterri à Damas avec 45 tonnes d'aide. Téhéran a proposé à la Turquie et à la Syrie l'aide du Croissant-Rouge iranien et des équipes de secours iraniennes. Le 8 février, des avions en provenance d'Inde, d'Irak et d'Algérie ont atterri aux aéroports de Damas et de Lattaquié avec des équipes de secours, de repérage et de matériel de secours. Des aides sont également arrivées par avion d'Egypte et de Jordanie. Oman a annoncé l'établissement d'un



(photo Lama Khaly)

pont aérien tandis que l'Arménie a également promis son aide. Les Emirats arabes unis ont envoyé de nombreux avions et une équipe de secours mettant en place un hôpital de campagne. La Russie a envoyé des équipes de secours pour aider à récupérer les survivants et les morts à Alep.

Le 6 février, le Liban a été l'un des premiers pays à envoyer en Syrie des spécialistes de la protection civile libanaise, des volontaires de la Croix-Rouge et d'organisations humanitaires privées, ainsi que des techniciens militaires et des ingénieurs. Le 8 février, une délégation du gouvernement intérimaire en place au Liban, dirigée par le ministre des Transports Ali Hamieh, a suivi. Le pays a en outre ouvert son espace aérien et ses ports aux livraisons d'aide à la Syrie, suspendant ainsi expressément les mesures économiques punitives unilatérales imposées à la Syrie par l'UE et les Etats-Unis. L'aide d'urgence au pays a ainsi pu être accélérée. Toutes les entreprises qui transportent des fournitures et des équipements pour la Syrie sont exemptées de taxes portuaires, selon ce que l'on a appris le 7 février à Beyrouth. Il en va de même pour le fret aérien qui arrive à Beyrouth via l'aéroport international Rafik Hariri. Les vols humanitaires en provenance de pays européens – de l'Italie et de Chypre – n'ont pas pu atterrir à Damas en raison des sanctions de l'UE contre la Syrie. Ils ont atterri à Beyrouth – le Liban ayant suspendu les sanctions – poursuivant ensuite leur vol vers Damas. «C'est le moins que nous puissions faire pour notre pays frère à l'heure de la détresse», a déclaré le Ministre libanais Ali Hamieh.⁷

Au nom de l'humanité

Le moyen le plus direct d'aider les Syriens est d'utiliser les aéroports de Damas, Lattaquié et Alep. Pour cela, l'UE et les Etats-Unis auraient dû lever ou suspendre leurs mesures économiques punitives unilatérales contre la Syrie. Alena Douhan, rapporteuse spéciale de l'ONU sur les effets des mesures pénales unilatérales sur les droits de l'homme de la population d'un pays touché, donc de la Syrie elle aussi, avait sommé (après un séjour de douze jours en Syrie et des dizaines d'entretiens en novembre 2022) la levée immédiate des sanctions. Les effets de celles-ci sur la population équivalraient à un «crime de guerre».⁸

Lorsque l'auteur a demandé si le gouvernement fédéral allemand était prêt, dans le cadre de l'UE ou de manière unilatérale, à répondre à la demande de la rapporteuse spéciale de l'ONU face au tremblement de terre, le ministère des Affaires étrangères a sèchement renvoyé à un document dénommé «Supplément à la conférence de presse du gouvernement du 11 novembre 2022» qui dit:

«Nous avons pris connaissance des déclarations de M^{me} Douhan. Nous ne savons pas comment – c'est-à-dire sous quelles impressions et à l'aide de quelle méthodologie – la Rapporteuse spéciale est parvenue à ses conclusions. Pour nous, il est évident que le régime Assad est responsable de la situation catastrophique en Syrie. Le régime continue de mener une guerre brutale contre sa propre population, il commet régulièrement des violations des droits de l'homme bloquant toute tentative de solution politique au conflit. Nous savons également que le régime et les gouvernements qui la soutiennent – comme la Russie – ne cessent d'accuser cyniquement les sanctions de l'UE d'être responsables des souffrances du pays. Les réalités sont autres les sanctions de l'UE visant notamment ceux qui se sont rendus coupables de crimes graves en Syrie. Et elles prévoient en même temps des exceptions humanitaires autant claires que larges.»

La réalité parle un autre langage. La Syrie manque de tout ce qu'elle produisait elle-même d'antan. Les sanctions et les restrictions commerciales favorisent la contrebande et la corruption aux frontières (et par-delà celles-ci) avec la Turquie, mais aussi avec l'Iran, la Jordanie ou encore le Liban. Le gaz et le pétrole manquent parce que les troupes américaines occupent les champs pétroliers nationaux syriens dans le nord-est du pays et en interdisent l'accès à la Syrie. Un point de passage vers la Jordanie et l'Irak est bloqué par les troupes américaines avec la base militaire illégale d'Al-Tanf (coin des trois pays Syrie-Irak-Jordanie), de sorte que les transports d'aide en provenance d'Irak ou d'Iran ne peuvent pas entrer en Syrie par voie terrestre. Le poste-frontière syro-irakien d'Al-Bukamal est régulièrement attaqué par Israël – qui ne le communique pas. Récemment encore, un convoi en provenance d'Iran et transportant des médicaments et de la nourriture a été bombardé.⁹

Les transports individuels, locaux et longue distance dans le pays ont dramatiquement diminué car les automobilistes se heurtent contre la pénurie de carburant ne pouvant pas payer les prix élevés au marché noir. L'inflation et le renchérissement sont élevés, les gens cherchant de la nourriture dans les ordures. Des organisations humanitaires et des fondations chrétiennes et musulmanes donnent à manger aux gens à leurs portes. Un sandwich (falafel) qui, avant la guerre, coûtait 25 livres syriennes («lira», soit environ 50 cents américains à l'époque) et était ainsi un en-cas populaire que tout le monde pouvait s'offrir est aujourd'hui à un prix égalant 1,50 dollar américain ce qui veut dire que presque plus personne ne peut s'offrir ce snack. Les consé-



(photo Lama Khaly)

quences des sanctions figurent en détail au rapport Douhan.¹⁰

Population doublement «punie»

Partout au pays martyrisé, le fait que les pays occidentaux riches ne soient pas prêts à renoncer à leurs mesures économiques punitives unilatérales et à la diabolisation continue du gouvernement syrien est commenté avec amertume. «Nous ne voulons pas de leur argent, nous ne voulons pas de bienfaits», dit un père de famille qui ne veut pas donner son nom. «Ils n'ont qu'à lever le blocus contre notre pays, et nous pourrions nous aider nous-mêmes. Les Américains devraient quitter la Syrie, et la Syrie pourrait alors à nouveau utiliser ses propres ressources pétrolières», poursuit-il. «Ils nous accusent de ne pas vouloir aider les gens et de nous enrichir avec l'aide. Mais ce sont eux qui occupent notre pays et s'enrichissent de notre misère, de nos ressources, de notre pétrole, de notre blé, de notre coton.» Pendant tant d'années, les gens ont enduré la guerre et tenté de protéger leur terre. «Nous nous sommes accrochés à la terre de Syrie pour ne pas perdre notre patrie.» Maintenant, la terre elle-même se serait retournée contre les gens qui avaient tant essayé de la protéger. «Comment pouvons-nous comprendre cela?», demande l'homme, ébahi. «Après la guerre, après le blocus économique, après les attaques contre la Syrie depuis l'étranger – c'est maintenant notre Terre qui nous tue. Pourquoi?»

La catastrophe fut vécue pour beaucoup «comme le jugement dernier», dit Fadi I. d'Alep, qui envoie des photos: des gens tentant de former une échelle pour récupérer un enfant mort, suspendu entre des morceaux de pierre tombés. «Au nom de l'humanité, mettez fin aux sanctions contre la Syrie», a-t-il écrit en dessous. Une autre photo montre les corps d'un homme et d'un enfant coincés entre des plaques de béton ne pouvant pas être récupérés. Sur une autre photo, on voit deux personnes, un homme ayant passé son bras protecteur sur la tête d'une personne qui s'est blottie contre lui, un de ses bras couvrant le visage de l'homme. Il est impossible de savoir si cette personne est sa femme ou son enfant. Tous deux sont morts, ensevelis sous les décombres et les gravats.

«C'était tout simplement l'horreur, oui l'horreur...», dit Anas B., étudiant en architecture à Alep, d'une voix incertaine. Sa famille va bien, «Dieu merci». Anas vit à Alep-Neuve avec ses maisons construites moins élevées et plus solides. Pendant la guerre, les destructions n'y ont pas été aussi importantes qu'à l'est et au centre de la ville où l'on déplore le plus grand nombre de victimes. En raison des nombreuses répliques, la famille a dormi deux nuits dans la voiture, raconte Anas. Maintenant, ils sont occupés à aider les survivants. «Nous essayons de récupérer des couvertures, des vêtements chauds, nous préparons de la nourriture – j'espère que nous pourrions continuer. Mais c'est horrible, vous n'imaginez pas comment c'est horrible.» Anas est en train de passer ses examens de fin d'études, mais maintenant il ne sait pas où lui et ses amis peuvent poursuivre leurs études. Suite à l'arrêt du conseil municipal d'Alep de devoir transformer les écoles en abris d'urgence, les universités sont fermées. «Nous sommes désemparés, comment poursuivre donc nos études», dit Anas, et ensuite se taît. •

¹ <https://www.evangelisch.de/inhalte/212095/07-02-2023/erdbeben-faeser-sagt-tuerkei-hilfe-durch-thw-und-bundespoleizei-zu>

² <https://lostineu.eu/syrien-bekommt-noch-keine-eu-hilfe/>

³ https://www.eeas.europa.eu/delegations/russia/earthquakes-turkey-and-syria-eu-emergency-assistance_en

⁴ <https://www.handelsblatt.com/video/politik/erdbebenhilfe-baerbock-zum-erdbeben-unsere-gedanken-sind-bei-den-angehoerigen/28968048.html>

⁵ <https://www.state.gov/assistant-secretary-for-european-and-urasian-affairs-karen-donfried-on-secretary-blinkens-upcoming-travel-to-germany-turkiye-and-greece/>

⁶ <https://cyprus-mail.com/2023/02/18/wfp-boss-criticises-northwestern-syrian-authorities-for-slowing-quake-aid/>

⁷ <https://tass.com/world/1573073>

⁸ <https://www.ohchr.org/en/node/104160>

⁹ <https://english.almayadeen.net/news/politics/israeli-attack-on-al-bukamal-targeted-food-medicine-convoy-f>

¹⁰ <https://www.ohchr.org/en/node/104160>

(Traduction Horizons et débats)

Mobilisation contre la machine de guerre américaine

par Scott Ritter

Je devais prendre la parole lors de la manif «Rage against the War Machine» prévue le 19 février au Lincoln Memorial, à Washington, D.C. Voici le discours que j'avais prévu d'y prononcer. Je pense qu'il aurait été à la hauteur de l'événement. [Ritter y avait été invité, puis désinvité, puis réinvité suite à quelques pressions, avant de renoncer à participer]. Je souhaite un franc succès à tous ceux qui ont participé et assisté à cette manifestation dont j'espère qu'elle va être le point de départ de quelque chose d'encore plus grand à l'avenir.

Je tiens à vous remercier de m'avoir donné l'occasion de m'adresser à vous aujourd'hui.

Je vous parle depuis les marches du Lincoln Memorial, un site historique correspondant à la mesure de la tâche que nous nous sommes assignée à ce stade de notre histoire collective: nous dresser – non, nous révolter – contre une machinerie de guerre qui a perverti la définition même de ce qui constitue notre identité d'Américains.

Là où nous nous tenons aujourd'hui, est le cœur même de cette machine de guerre. A notre droite, juste au-dessus du Potomac, se trouve le Pentagone, une structure construite à l'époque où l'Amérique invoquait sa capacité collective à vaincre le fléau de l'Allemagne nazie et du Japon impérial, mais qui s'est depuis transformée en un symbole du mal lui-même, une pépinière d'armements et de stratégies utilisés par d'autres partenaires, dans le cadre de ce que l'on appelle le complexe militaro-industriel, pour propager la malfaisance dans un monde qu'autrefois nous protégeions, mais qui aujourd'hui est soumis à un processus de conflit perpétuel utilisé pour alimenter la machine de guerre américaine.

Et qui sont ces autres partenaires? Devant nous, au-delà du monument à la mémoire de notre père fondateur, George Washington, se dresse le Capitole des Etats-Unis, où les représentants du peuple financent, dans le plus grand secret, les plans infâmes élaborés dans les entrailles du Pentagone.

Et à notre gauche se trouve la Maison Blanche, le siège de l'autorité exécutive, où des individus que nous avons investis d'une autorité exceptionnelle trahissent la confiance de ceux qui les y ont placés en concevant et en exécutant des politiques conçues pour favoriser les efforts de guerre du Pentagone.

L'épicentre du mal

C'est précisément là l'épicentre du mal, la trinité impie de la folie terroriste, contre laquelle, il y a 61 ans, Dwight D. Eisenhower, militaire américain devenu dirigeant politique, mettait en garde le peuple américain en déclarant que «dans les instances gouvernementales, nous devons nous prémunir contre toute prise d'influence injustifiée, qu'elle soit intentionnelle ou non, par le complexe militaro-industriel. Il y a et il y aura toujours là le risque du développement désastreux d'un pouvoir injustifié.»

Depuis que ce discours a été prononcé, aucun président américain n'en a formulé de mots plus justes et aucun de ceux à qui Eisenhower avait confié ce message – nous, le peuple des Etats-Unis – n'a fait preuve d'un plus grand désintérêt.

Nous nous trouvons ici aujourd'hui pour faire savoir à cette terrible trinité, ce complexe militaro-industriel, cette machine de guerre, que nous vous entendons maintenant, Monsieur le Président – nous vous entendons, et nous agissons en fonction de votre avertissement pour mettre fin à cet épicentre de la conspiration anti-américaine.

La folie de création d'armes nucléaires

De toutes les armes produites par le complexe militaro-industriel, de tous les plans diaboliques échafaudés dans l'esprit des prétendus experts en sécurité nationale – dont la plupart ne sont ni élus ni connus de nous, le peuple américain – aucune n'empeste plus la folie que les armes nucléaires.

«A présent je deviens la Mort, le Destructeur des Mondes», a déclaré le père de la bombe atomique américaine, Robert Oppenheimer, lors du premier essai nucléaire américain.



Le Kouban, mentionné par Scott Ritter, est une région du Caucase du Nord de la Russie à l'histoire très mouvementée et qui s'étend de la crête principale du Caucase vers le nord jusqu'à la rivière Kugujeja dans la steppe de Kalmoukie. (photo mad)

Le destructeur des mondes

C'est là l'omniprésente réalité dans laquelle aujourd'hui nous vivons tous – que de cet épicentre du mal que nous appelons le complexe militaro-industriel proviennent justement les armements capables de donner vie aux mots du texte sacré hindou cité par Oppenheimer – la *Bhagavad-Gita* – et, ce faisant, de provoquer notre mort à tous.

La plupart des Américains, y compris un grand nombre d'entre vous réunis ici aujourd'hui, vivent dans l'ignorance bienheureuse du fait que le monde est sur le point d'être détruit par les descendants d'Oppenheimer.

Sur le fil du rasoir

Le 26 septembre 1983, le Lieutenant-colonel Petrov, officier soviétique, était de service dans une unité d'alerte nucléaire préventive lorsque le système signala le lancement de cinq missiles nucléaires à partir des Etats-Unis. Le colonel Petrov ne tint pas compte du protocole qui lui imposait de signaler cette alerte comme un tir effectif, ce qui aurait déclenché une riposte soviétique. Il gagna ainsi un temps précieux, ce qui permit d'identifier l'erreur et d'éviter une guerre nucléaire.

En novembre 1983, les Etats-Unis et l'OTAN procédèrent à un exercice au poste de commandement, sous le nom de code «Able Archer 83», afin de tester les procédures de contrôle du lancement des armes nucléaires de l'OTAN contre des cibles soviétiques et du Pacte de Varsovie. Les Soviétiques, croyant que cet exercice servait de couverture à une première frappe, mirent leurs forces nucléaires en état d'alerte maximale. Par la suite, la C.I.A. détermina que l'exercice Able Archer 83 avait mis les Etats-Unis et les Soviétiques au bord du conflit nucléaire comme jamais auparavant depuis la crise des missiles de Cuba en 1962.

Et le 25 janvier 1995, les Soviétiques détectèrent le déclenchement d'une fusée d'essai atmosphérique norvégienne qui reproduisait la trajectoire d'une arme nucléaire lancée par un sous-marin Trident de la marine américaine. Craignant une attaque nucléaire en altitude susceptible de brouiller les radars russes, les forces nucléaires russes se mirent en état d'alerte et la «mallette nucléaire» fut remise au Président russe Boris Eltsine, qui dut choisir en une fraction de seconde de lancer ou non une frappe nucléaire de représailles contre les Etats-Unis.

Ces trois incidents illustrent à quel point nous sommes tous sur le fil du rasoir dès lors qu'il s'agit de vivre dans un monde où il existe des armes nucléaires. Une seule erreur, une seule faute de jugement, et la *Bhagavad-Gita* devient réalité.

Le contrôle de l'armement nucléaire, un objectif vital

Une chose, et une seule, nous a préservés de notre inévitable disparition collective: la maîtrise de l'armement. Dans les années 1980, le déploiement en Europe, par les Etats-Unis et l'Union soviétique, de missiles nucléaires à portée intermédiaire n'a fait qu'accroître

la possibilité d'une erreur ou d'un malentendu susceptible de déclencher un conflit nucléaire. Comme ces armes sont capables d'atteindre leur cible respective en moins de cinq minutes une fois lancées, le délai de 30 à 40 minutes qui prévalait pour l'utilisation des forces nucléaires stratégiques a disparu.

En clair, sans la mise en œuvre en 1988 du traité sur les forces nucléaires intermédiaires, qui a éliminé ces armes nouvelles et dangereuses, l'incident des fusées atmosphériques du 25 janvier 1995 aurait plus que probablement débouché sur une guerre nucléaire généralisée, Boris Eltsine n'ayant plus alors disposé du précieux laps de temps lui permettant de renoncer à lancer ses missiles. Tous ceux qui se trouvent ici aujourd'hui devraient réfléchir à cette déclaration et remercier implicitement ces hommes et ces femmes, américains et soviétiques, qui ont fait du traité sur les forces nucléaires intermédiaires une réalité et, ce faisant, littéralement sauvé le monde de la destruction nucléaire.

«La limitation des armements ne fait plus partie du dialogue américano-russe»

La limitation des armements, cependant, ne fait plus partie du dialogue américano-russe. La machine de guerre des Etats-Unis a fait en sorte de discréditer la notion d'un désarmement profitable aux deux parties dans l'esprit du public américain, cherchant plutôt à faire du contrôle des armements un instrument permettant de parvenir à un avantage stratégique unilatéral.

Dès qu'un accord de contrôle des armements devient gênant pour l'objectif de domination mondiale des Etats-Unis, la machine de guerre cesse tout simplement de fonctionner. A cet égard, le bilan de l'Amérique est désastreux – le *Traité sur les missiles antibalistiques*, le *Traité sur les forces nucléaires intermédiaires*, le *Traité ciel ouvert* – tous ces accords ont terminé dans les poubelles de l'histoire au nom de la quête d'un avantage stratégique unilatéral en faveur de la machine de guerre américaine.

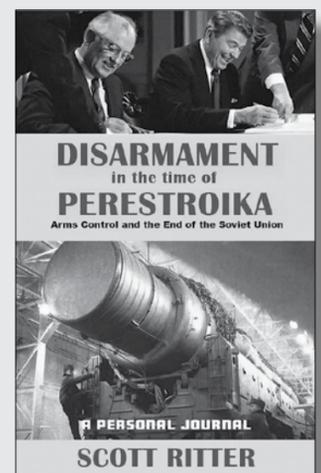
La course aux armements repart de plus belle ...

Dans un monde sans contrôle des armements, nous serons à nouveau confrontés à une nouvelle course aux armements où chaque partie développe des armements qui ne protègent rien mais menacent tout le reste. Sans contrôle des armements, nous reviendrons à une époque où la vie au bord du précipice de l'anéantissement nucléaire imminent était la norme, et non l'exception. La machine de guerre a permis que le principe de la coexistence pacifique, réglemée par des traités mutuellement profitables régis par la formule éprouvée du «faire confiance mais contrôler», soit remplacé par une nouvelle approche déterminée par une machine de guerre qui utilise l'armement nucléaire, et les milliards de dollars qu'il en coûte pour son entretien annuel, comme un moyen d'acheter les politiciens aux dépens de la population que notre gouvernement a juré de protéger.



Scott Ritter (photo mad)

Scott Ritter est un ancien officier des services secrets du corps des Marines américains qui, en plus de 20 ans de carrière, a notamment travaillé dans l'ex-Union soviétique à la mise en œuvre d'accords de contrôle des armements, au sein de l'état-major du général américain Norman Schwarzkopf pendant la guerre du Golfe de 1991 et plus tard en tant qu'inspecteur en chef des armes de l'ONU en Irak de 1991 à 1998. Son dernier livre, «Disarmament in the Time of Perestroika», a été publié par Clarity Press en 2022.



ISBN 1949762610

...aux dépens de la population

C'est la corruption ultime du complexe militaro-industriel – sa conversion en complexe militaro-industriel-congressiste, où nous, le peuple, sommes exclus de toute délibération, qu'il s'agisse du financement ou des conséquences.

La clé du succès de ce mécanisme intrinsèquement anti-américain est la capacité du complexe militaro-industriel et du Congrès – la machine de guerre – à susciter chez le peuple américain une peur découlant de l'ignorance de la véritable nature de la ou des menaces que ces armes nucléaires sont censées combattre.

Russophobie obligatoire

Dans le cas des relations américano-russes, cette peur est produite par une russophobie systématique imposée au public américain par la machine de guerre et ses laquais, les principaux médias. La collusion entre le gouvernement et les médias, si elle est laissée à elle-même, ne fera que renforcer la peur fondée sur l'ignorance par un processus de déshumanisation de la Russie et du peuple russe aux yeux du public américain, jusqu'à ce que nous soyons devenus perméables au mensonge et à la désinformation et que nous prenions pour argent comptant tout ce qui est dit de négatif sur la Russie.

C'est dans ce genre de situation que nous pouvons nous tourner vers les Ecritures, Jean 8:32, pour y trouver quelques conseils: «Alors vous connaîtrez la vérité, et la vérité vous rendra libres.»

Un rempart de mensonges

Mais quelle vérité? Celle que raconte le gouvernement? Celle qui est véhiculée par les principaux médias? Ce n'est pas la vérité, mais plutôt un rempart de mensonges construit au nom d'une machine de guerre qui veut que chaque Américain accepte sans discussion la légitimation d'armes dont la

Efforts de paix

hd. Dans de nombreux endroits du monde, des voix s'élèvent pour promouvoir la paix. Les conditions à remplir pour y parvenir sont diversement appréciées. Il existe des initiatives por-

tées par de nombreuses «célébrités», comme par exemple en Allemagne la pétition de Sarah Wagenknecht et Alice Schwarzer, mais aussi de nombreuses initiatives ayant peu d'écho médiatique

dont deux sont documentées ici. En de multiples endroits, les initiateurs ne parviennent pas à se mettre d'accord sur une base commune au-delà des clivages politiques. Mais dans certains

endroits, y compris aux Etats-Unis, on y parvient déjà mieux.

Compromis avec la Russie au lieu de l'élargissement de l'OTAN

Le Forum [hongrois] pour la paix, une alliance sociopolitique créée pour préserver la paix dans notre pays, demande au Parlement de ne pas ratifier l'adhésion de la Finlande et de la Suède à l'OTAN.

L'élargissement de l'OTAN ne servira pas la paix, mais entravera la résolution pacifique du conflit et le développement politique. Les collaborateurs du mouvement Forum pour la paix sont convaincus que la Hongrie n'est pas intéressée par la

poursuite de la guerre, mais par l'instauration de la paix. Le gouvernement et le parlement rendraient un bon service à la cause de la paix si, en accord avec la volonté de paix de la grande majorité de notre peuple, ils encourageaient l'OTAN à s'entendre avec la Russie. En plus, l'OTAN devra répondre à la demande de garanties de sécurité formulée le 15 décembre 2021 par Moscou à Washington et à Bruxelles, plutôt que de s'étendre vers l'Est. Le Forum pour la paix estime la demande de sécurité de la Russie comme légitime et insiste sur ce que ni l'OTAN ni sa puissance dominante,

les Etats-Unis, ne menacent la Russie à ses frontières. Le gouvernement hongrois exige de ses alliés la fin du soutien militaire à l'Ukraine contre la Russie par l'OTAN et la démonstration de sa capacité à garantir la sécurité mutuelle et la coopération pacifique est-ouest dans le cadre de la conférence paneuropéenne proposée. Selon le Forum pour la paix, la Hongrie ne sera capable de réaliser son vieux rêve que dans le système de coopération paneuropéenne, dans la véritable autodétermination et le développement national, à l'abri de toute ingérence étrangère.

Association pour le respect de la loi,
Hungarian Anti-Fascist League, Labor Party, Hungarian Community for Peace,
Balog István, Bognár Tibor,
Fehérvári Zsolt, Hajdú József, Hetényi Balázs, Hirschler Tamás, Kleinheincz Ferenc, Krajcovicz Gyöngyi, Nagy Zsolt József, Petrász László, Salga István,
Simó Endre, Thürmer Gyula
Source:
www.selbstbestimmtes-oesterreich.at

(Traduction Questions d'actualité)

Source: <https://afsaneyebahar.com/2023/02/13/20694777/> (avec mise à jour de

la liste des signataires le 17/02/23)

Appel – Se lever pour survivre!

Profondément préoccupés par la vie et la survie au cœur de l'Europe, nous adressons cet appel en priorité aux personnes vivant dans les pays européens germanophones. Malgré la diversité des points de vue sociopolitiques, nous sommes portés par la conviction commune que notre monde n'a jamais été aussi proche de la catastrophe depuis la crise de Cuba en 1962. Ne s'opposant pas efficacement à l'enthousiasme délirant pour la guerre actuellement attisé par les médias de masse, le risque est grand que la guerre en Ukraine conduise à l'utilisation d'armes nucléaires en Europe.

Les confrontations à multiples facettes entre les forces aspirant à une domination mondiale unipolaire

et celles étant favorables à un ordre mondial multipolaire ont déjà causé des ravages, notamment en Yougoslavie, au Soudan, en Irak, en Afghanistan, en Libye, en Syrie et au Yémen. Les affrontements militaires se déroulant en Ukraine depuis 2014 représentent une partie de cette évolution mondiale.

En pleine guerre froide, la crise de Cuba a servi de réveil. Contrairement à aujourd'hui, les deux grandes puissances cherchaient alors à s'entendre dans l'intérêt des deux parties. C'est ainsi que les traités sur la défense contre les missiles balistiques ainsi que ceux sur les missiles nucléaires à moyenne portée ont été négociés et depuis sont rejetés.

Les accords de paix négociés reposent moins sur la confiance que sur la compréhension mutuelle que l'alternative trouvée est dans l'intérêt des deux parties. Nous élevons la voix pour les négociations de paix immédiates et contre les tambours de guerre exigeant la poursuite de la guerre «jusqu'à la victoire de l'Ukraine» et les livraisons d'armes correspondantes.

Notre destin est sur le fil du rasoir!

Maintenant il s'agit de contrer les crises de guerre omniprésentes par des actions variées afin d'assurer notre survie.

Responsable au sens du droit de la presse:
Wolfgang Effenberger, Dorfmoos 12,
82343 Pöcking

(rédigé le 31/01/23, publié le 4/02/23)

Remarque

L'objectif des initiateurs de l'appel n'était pas de lancer une nouvelle pétition, de concevoir une campagne de signatures ou d'appeler à des actions de protestation concrètes. L'objectif était de donner un signal dans le sens de la survie. Chaque personne se sentant concernée par cet appel devrait, en tenant compte de ses propres capacités et possibilités, «s'opposer de manière éclairée au tambour de guerre omniprésent», «afin que la survie puisse être assurée».

«Mobilisation contre ...»

suite de la page 3

seule utilité connue est la destruction de l'humanité tout entière.

Il y a près de 60 ans, sur ces mêmes marches, en ce même lieu, un homme de paix a prononcé un discours qui a captivé l'imagination de la nation et du monde entier, gravant dans nos cœurs et nos esprits collectifs les mots «I had a dream – J'ai fait un rêve».

Le discours historique du Dr Martin Luther King évoqua le chapitre sordide de l'esclavage en Amérique, ainsi que l'inhumanité et l'injustice de la ségrégation raciale. Il y rêvait «qu'un jour, cette nation se lèvera et vivra la véritable signification de son credo: nous considérons que ces vérités sont évidentes, et que tous les hommes naissent égaux».

Tous les hommes naissent égaux!

Ces mots ont résonné dans le contexte de la lutte intérieure et désespérée de l'Amérique contre les séquelles de l'esclavage et de l'injustice raciale.

«Moi aussi, j'ai mon rêve»

Ces mots s'appliquent tout autant aujourd'hui, surtout lorsqu'ils sont pris dans le contexte que nous sommes tous des enfants de Dieu, noirs, blancs, riches, pauvres. Américains. Russes. Voyez, moi aussi j'ai un rêve.

Je rêve que les gens réunis ici aujourd'hui trouvent moyen de surmonter les peurs fondées sur l'ignorance et générées par la maladie de la russophobie, d'ouvrir leur esprit et leur cœur afin d'accepter le peuple russe comme des semblables méritant la même compassion et la même considération que nos compatriotes américains – que l'humanité tout entière. Je rêve que nous, le peuple des Etats-Unis d'Amérique, puissions faire cause commune avec le peuple russe pour construire des passerelles de paix qui facilitent l'échange d'idées, ouvrent les esprits

fermés par la rhétorique haineuse de la russophobie véhiculée par la machine de guerre et ses alliés, et permettent à notre propre engagement de se manifester par l'amour et le respect de notre prochain. En particulier pour ceux qui vivent en Russie.

La troisième loi de Newton, selon laquelle toute action entraîne une réaction égale et opposée, s'applique à la condition humaine tout autant qu'au monde de la physique. «Aime ton prochain comme toi-même» est applicable à toute l'humanité.

Surmonter la haine, surmonter la russophobie

Moi aussi, j'ai un rêve, celui qu'en surmontant la haine générée par une russophobie systématique, nous puissions travailler avec nos semblables en Russie pour créer des communautés de compassion qui, lorsqu'elles s'unissent, rendent impossible un monde saturé d'armes nucléaires et fassent que les politiques fondées sur les principes d'un contrôle mutuellement profitable des armements deviennent une seconde nature.

Moi aussi, j'ai un rêve. Qu'un jour, que ce soit sur les rouges collines de Géorgie ou sur la terre noire du Kouban, les fils et les filles des hommes et des femmes qui gèrent aujourd'hui les arsenaux nucléaires russes et américains puissent, comme le disait le Dr King, «s'asseoir ensemble à la table de la fraternité».

Ce n'est pas un rêve impossible. Je le sais, car je l'ai vécu. J'ai autrefois été corrompu par la haine qui naît de la peur engendrée par l'ignorance de la réalité de ceux que j'étais entraîné à tuer.

Mon voyage initiatique

Mais je me suis ensuite embarqué dans un remarquable voyage initiatique, favorisé par la mise en œuvre du même traité sur les forces nucléaires intermédiaires qui a fini par sauver l'humanité de l'anéantissement nucléaire,

au cours duquel j'ai appris à considérer le peuple russe non pas comme un ennemi, mais comme un ami. Non pas comme un adversaire, mais comme un collègue; comme mes semblables, capables des mêmes émotions que moi, imprégnés du même désir humain de construire un monde meilleur pour eux-mêmes et leurs proches, un monde libéré de la tyrannie des armes nucléaires.

Moi aussi, je fais un rêve. Que les gens réunis ici aujourd'hui se joignent à moi pour un nouveau voyage initiatique, un voyage qui fasse tomber les barrières de l'ignorance et de la peur érigées par la machine de guerre, des barrières destinées à nous séparer de nos semblables en Russie, et qui au contraire jette des passerelles qui nous rapprochent de ceux que nous avons été conditionnés à haïr, mais que nous devons maintenant apprendre à aimer, pour notre bien, celui de nos enfants et de nos petits-enfants.

Ce voyage n'aura rien de facile, mais il en vaudra la peine. Ce voyage sera le mien, le votre, ce sera notre voyage, celui qui nous verra emprunter, littéralement, la voie la moins fréquentée. Et oui, c'est celle-là même qui fera toute la différence. Elle nous mènera, comme l'a un jour proclamé le Dr King depuis ces mêmes marches, jusqu'aux prodigieux sommets du New Hampshire, aux imposantes montagnes de New York, aux hauteurs des Alleghany de Pennsylvanie, aux Rocheuses enneigées du Colorado, aux pentes courbes de la Californie... jusqu'à chaque colline et taupinière du Mississippi. Ce sera un voyage américain – un voyage d'Américains, unis dans la cause de la paix et de la justice, et d'un monde libéré de la tyrannie des armes nucléaires. Nos effectifs vont croître, de deux mille à vingt mille, de vingt mille à cent mille, et de cent mille à un million ou plus.

Et qui sait? Peut-être qu'en juin 2024, à l'occasion de la commémoration de ce rassemblement de 1982, qui a rassemblé un million de personnes à Central Park, à New York,

en faveur du désarmement nucléaire et de la fin de la course aux armements nucléaires, nous pourrions nous réunir et envoyer un message similaire à la machine de guerre.

Un million de personnes au moins, qui exigent de leur gouvernement qu'il agisse de manière à préserver et à protéger la vie et l'avenir de tous les Américains, de l'humanité tout entière. Le rassemblement de 1982 a provoqué les événements qui ont permis la mise en œuvre du traité sur les forces nucléaires intermédiaires en 1987, un traité qui a littéralement sauvé le monde de la destruction nucléaire.

Moi aussi, j'ai mon rêve. Qu'ensemble, nous puissions exploiter la même énergie, la même vision, la même passion que ceux qui nous ont précédés et créer un mouvement de citoyens unis dans les principes de paix, un mouvement qui aboutira à un futur accord de contrôle des armes entre les Etats-Unis et la Russie préservant ainsi notre avenir commun. Et certes qu'il y aura des forces adverses qui tenteront de nous perturber, de nous dissuader, de nous détruire.

«Nous ne pouvons pas nous permettre de céder»

Nous ne pouvons pas nous permettre de céder. Nous ne devons pas sombrer doucement dans cette pénombre, mais au contraire faire preuve de colère, de rage contre la destruction de notre lumière. De la rage contre la machine de guerre.

De la rage, de la rage pour qu'ensemble nous puissions donner vie aux paroles du Président Lincoln, inscrites derrière moi sur le mémorial: «...faire tout ce qui est possible pour atteindre et favoriser une paix juste et durable entre nous et avec les autres nations.» Mettons-nous au travail. •

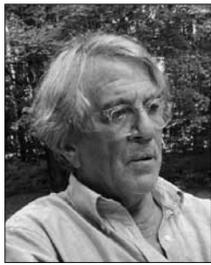
Source: ScottRitterExtra.com du 10 février 2023; avec l'aimable autorisation de l'auteur

(Traduction Horizons et débats)

«L'ignorance totalisée» – devient-elle totalitaire?

Elle prend de plus en plus les aspects d'un totalitarisme médiatique occidental

par Patrick Lawrence



Patrick Lawrence
(photo mad)

Ces quelques mois ont été riches en événements pour les journaux et les chaînes de télévision américaines, ainsi que pour les millions de personnes qui ont cessé de croire qu'ils assument de bonne foi leurs responsabilités civiques. Les «Twitter Files»,

l'enquête de Jeff Gerth sur la couverture du «Russiagate» par les médias grand public, la révélation par Seymour Hersh de l'opération menée par le régime Biden pour faire sauter les oléoducs «Nord Stream» 1 et 2: trois développements significatifs qui nous en apprennent beaucoup sur le monde dans lequel nous vivons et sur la manière dont nos médias, contrôlés par des sociétés multinationales, rendent compte du monde dans lequel nous vivons.

Ces rapports [voir encadré] nous confrontent à des faits irréfutables pourtant rejetés ou refusés. Les faits restent les faits. Leur suppression dénonce une certaine finalité. Nous sommes désormais en mesure de voir noir sur blanc toute l'étendue de la corruption et de l'anarchie au sein des institutions qui jouent un rôle crucial dans la construction du monde actuel.

Les médias grand public ne nous informent plus

Lorsqu'il s'agit de savoir comment les médias mainstream nous informent sur le monde dans lequel nous vivons, on est obligé de constater qu'ils ne le font pas. Je viens de citer trois processus récents, tous liés à l'information publique d'importance suprême. Les grands quotidiens et les grandes chaînes de télévision en ont tout de même observé le mutisme presque total. Les rares exceptions sont celles qui misent sur leur distorsion et dissimulation.

Nous sommes désormais arrivés à constater que ces médias ne se sont pas seulement égarés mais qu'ils ont bel et bien cessé de considérer comme leur mission principale de nous informer sur le monde dans lequel nous vivons. Depuis 2001 – je justifierai dans un instant le choix de cette date – les médias se sont fixés pour objectif de créer une réalité alternative dans laquelle notre rôle, à savoir, nous les lecteurs et les téléspectateurs, est celui de se faire entourer. L'intention, poursuivie de concert par les médias et les institutions qu'ils prétendent couvrir, est de créer un état d'ignorance totale.

Au printemps 2013, après de nombreuses décennies passées dans les médias d'entreprise, j'ai rédigé mes premiers commentaires pour la publication indépendante *Salon*, à une époque où elle pouvait encore être prise au sérieux. Quelque temps auparavant, j'étais arrivé à la conclusion que plus rien de valable ne pouvait être obtenu au sein du mainstream des médias américains. Il fallait soit se retirer, soit renoncer à son intégrité. Au fond, je suis arrivé trop tard avec cette décision.

Mais quelque part, dans l'optimisme tenace caractérisant maint chroniqueur, sommeillait l'idée que le jour des comptes arriverait, un jour où les lumières se rallumeraient et où une sorte de processus de guérison ou de récupération commencerait. Les éditeurs, les directeurs d'antenne, les rédacteurs, les producteurs, les reporters – tous reprendraient conscience de l'idée qu'ils poursuivent un objectif suprême et qu'ils doivent le servir en son statut de pôle de pouvoir indépendant. Mais hélas, cette pensée s'est largement dissipée entre temps.

Le cas Twitter-Gate

A la mi-décembre *Elon Musk*, le nouveau patron de *Twitter*, a commencé à publier

des mémos internes montrant noir sur blanc dans quelle mesure la plateforme de médias sociaux avait collaboré avec le *Federal Bureau of Investigations [FBI]* pour censurer les comptes de dissidents, de personnes de tous bords s'opposant à la doctrine libérale orthodoxe. Pour retracer la chronologie du mieux possible, mon cas peut servir d'exemple. Au cours de l'année passée, mon compte *Twitter* @theftoutist a été durablement bloqué parce qu'il figurait sur l'une des listes que le FBI remettait couramment à *Twitter* lorsqu'il ordonnait ses suppressions massives.

Le destin du «rapport Gerth» sur l'escroquerie du Russiagate

J'ai mentionné à d'autres occasions déjà la mise à nu, par *Jeff Gerth*, de la corruption des médias du début à la fin pendant l'escroquerie du Russiagate – un terme que j'aime puisqu'il en dit long.¹ Et là encore, depuis le début du scandale, ils étaient nombreux parmi nous autres à savoir que la presse et les diffuseurs dans les chaînes radio et télévision travaillaient en étroite collaboration avec la hiérarchie du Parti démocrate et diverses institutions gouvernementales – l'appareil de sécurité nationale, les forces de l'ordre, la Maison Blanche d'Obama – pour créer et entretenir ce coin de réalité alternative que j'ai mentionné. Le rapport Gerth était néanmoins stupéfiant pour nous tous, car il donnait une tournure définitive à l'affaire.² Cette affaire est classée, me suis-je dit en le lisant jusqu'au bout.

Le rapport de Seymour Hersh sur l'opération militaire clandestine des Etats-Unis aboutit à la destruction des gazoducs Nord-Stream

Le niveau extraordinaire dans les détails – littéralement, concrètement, en dollars et centimes – qui caractérise le rapport de *Seymour Hersh* sur la manière dont le régime *Biden* a planifié et mené l'opération clandestine de destruction des gazoducs du Nord Stream à l'aide d'explosifs sous-marins a eu un effet similaire lorsque Hersh l'a récemment publié sur *Substack*.³ Pour moi, tout s'est déroulé de la même manière que celle pratiquée quant aux fichiers *Twitter* et au rapport de Gerth: la culpabilité de Washington est apparue en évidence auparavant déjà, mais les faits présentés ont soudé leurs véracités de manière irréfutable. Il n'y avait plus besoin de spéculer ou de s'expliquer.

... et tout s'est passé sous silence

C'est donc arrivé, arrivé trois fois dans un laps de temps assez court. Quelle en est la signification pour nous autres, citoyens et chroniqueurs traités en dupes? Le moins que l'on puisse dire: nous ne nous trouverions pas au point où nous en sommes si nous étions une société honnête envers nous-même.

Personne au FBI, au ministère de la Justice, à la Maison Blanche de Biden, aucun ancien fonctionnaire de l'administration Obama ne s'est exprimé sur les révélations des fichiers *Twitter*. Personne au Congrès, n'a exercé une pression implacable sur *Twitter* et d'autres plateformes de médias sociaux pour qu'ils renforcent leurs programmes de censure. Personne ne s'est senti obligé de le montrer du doigt. Les grands quotidiens et les chaînes d'information ne se sont en aucun moment penchés sur le fait des fichiers de *Twitter*. NPR⁴, la seule exception que j'ai pu trouver, a publié un article lamentable attribuant les documents *Twitter* à la prétendue détermination de Musk à répandre des «théories du complot». Quel manque de sérieux!

Mercredi matin, *Glenn Greenwald* a demandé sur son fil *Twitter* prompt: «Vous souvenez-vous qu'il y a trois semaines, la *Columbia Journalism Review* a publié un réquisitoire accablant, en quatre parties, sur les mensonges en série et l'insouciance des médias d'entreprise qui ont fait avancer l'affaire du Russiagate – écrit par un journaliste du «*New York Times*» récompensé d'ailleurs par le *prix Pulitzer* – témoignage que tout le monde a ignoré?»⁵

«Bien installés sur leurs selles, ils continuent comme si rien n'était»

En l'espace de quelques semaines, l'une des grandes histoires de notre époque, lourde de conséquences, se retrouve engloutie dans les vagues du non-sens quotidien alors qu'il s'agissait de «se souvenir». Pendant des années, je me suis demandé comment les médias grand public réagiraient si la vérité sur l'affaire du Russiagate était enfin révélée, me disant qu'ils disparaîtraient discrètement par la porte de côté. Tout au contraire, dans ce cas aussi, ils ne prennent pas la peine de filer: ils restent confortablement assis sur leurs selles continuant comme d'habitude, sans qu'aucune idée de responsabilité n'ait la chance de perturber leur indolence routinière.

En ce qui concerne le remarquable rapport de *Sy Hersh*, eh bien, il est balayé par les représentants du gouvernement d'un revers de main le qualifiant d'«erroné» ou de «fiction», les médias grand public ne le mentionnant même pas. C'est donc ainsi qu'un *Mack Truck*⁶ se retrouve sous le tapis.

Seymour Hersh: «Entre-temps, la presse américaine grand public s'intéresse avant tout aux ragots médiatiques»

L'autre jour, Hersh a posté à ses abonnés une note qui résume bien la situation. Se référant au «*New York Times*» et au «*Washington Post*», Hersh écrit:

«Aucun de ces deux journaux n'a encore dit un mot sur l'histoire du pipeline, même pas

pour citer le démenti de la Maison Blanche sur ma couverture. Les médias américains ont également ignoré les demandes officielles des représentants de la Russie et de la Chine sollicitant une enquête complète concernant l'histoire du pipeline. (Je ne peux m'empêcher de souligner qu'un journaliste du «*Times*» m'a appelé le jour où l'histoire du pipeline est parue. Je lui ai dit que je ne donnerais pas d'interviews. Il m'a demandé si je voulais bien répondre à une question. J'ai accepté. Il m'a demandé à combien de publications j'avais proposé l'histoire du pipeline avant d'arriver à «*Substack*». De tels propos ridicules sont le signe que la presse mainstream américaine est désormais plus intéressée par les ragots médiatiques que par la sécurité nationale ou les questions de guerre et de paix.)»

Témoigne, *Sy*. Dis-le tel que c'est.

Il ne nous reste plus qu'à tirer des conclusions d'un nouveau genre – des conclusions aussi clairement noires et blanches que les preuves solides qu'*Elon Musk*, *Jeff Gerth* et *Sy Hersh* nous ont présentées concernant la nature du pouvoir officiel et médiatique et son exercice. Selon moi, six points sont de toute première importance.

«Le gouvernement américain s'est entièrement engagé dans un régime de sans-lois»

Un, le gouvernement américain s'est entièrement engagé dans un régime de sans-lois, tant sur le plan international que sur le plan intérieur. Il s'agit d'une attitude fondamentalement défensive, ce qui la rend d'autant plus dangereuse. J'attribue cela aux événements de 2001, lorsque le déclin de l'empire américain ne pouvait plus être nié – en privé, même si ce n'était pas le cas en public.

«Les médias américains dissimulent l'anarchie du gouvernement»

Deux, les médias mainstream américains s'efforcent par leurs moyens à eux de dissimuler cette anarchie officielle. Sinon, comment Washington pourrait-il diriger ainsi un empire mondial tout en cachant sa vulnérabilité si efficacement au public américain?

«L'industrie de la désinformation fonctionne désormais sans limites»

Trois, ce que nous appelons aujourd'hui l'industrie de la désinformation a évolué au cours de la dernière demi-douzaine d'années et fonctionne désormais sans restrictions apparentes. Au cœur de cette entreprise malveillante se trouve la relation souvent anticonstitutionnelle entre les entreprises de médias, notamment les plateformes de médias sociaux, et de différentes parties de l'Etat administratif. Le Russiagate a été une combinaison de désinformation, de mensonges légalement opposables dans le cas de certains fonctionnaires et d'omissions. Le silence des médias en réaction au rapport Hersh équivaut à une désinformation par omission.

«Exclusion du public américain»

Quatre, aujourd'hui le gouvernement américain opère dans un état d'isolement presque total vis-à-vis du public américain. Alors que les médias américains permettent cette réclusion, ils jouissent en même temps d'une pareille immunité, voire d'impunité. Les deux institutions, celle couverte et celle qui devrait les couvrir eux, se sentent plus à l'abri dans leur indifférence à l'égard de l'opinion publique, à un degré que je ne n'aurais jamais cru possible, et ceci dans notre république pourtant vive.

Rien que de la violence nue?

(Quatre A) En matière d'impunité, *Jeff Gerth* a publié 24 000 mots. Je n'ai pas compté ceux de Hersh, mais *Sy*, disons, est généreux quand il s'assoit pour écrire. Il est raisonnable de nous demander si nous avons atteint le point terrible de l'histoire où le pouvoir nu, le pouvoir de la violence seule, aura retiré au langage son propre pouvoir à elle. Jusqu'à aujourd'hui – la restriction est essentielle –

L'escroquerie sur l'existence d'un «Russiagate» et son démantèlement par le «rapport Gerth».

ef. *Stephen Cohen*, décédé en 2020, spécialiste de la Russie et Professeur aux universités de Princeton et de New York, anciennement membre du *Council on Foreign Relations*, s'est prononcé, en 2019, au sujet du scandale «fait maison», monté par les médias et connus sous le terme «Russiagate», en ces termes: «L'affirmation selon laquelle le Président américain *Donald Trump* aurait été compromis par le Kremlin et que ce dernier aurait contribué à le faire entrer à la Maison Blanche est le pire scandale politique de l'histoire américaine et le plus frauduleux (vu le manque de preuves réelles).»¹

Les médias mainstream y ont largement contribué avec leurs fausses affirmations, leurs mensonges, désinformations, camouflages et distorsions. Toutes les histoires relatives au prétendu Russiagate ainsi que le dossier de l'ancien collaborateur des services secrets britanniques *Christopher Steele*, établi à la demande d'*Hillary Clinton*, se sont révélés être de pures fictions mensongères. Le rapport du procureur spécial *Robert Mueller* («*Mueller Report*») n'a débouché sur aucune inculpation du parquet contre *Donald Trump*, malgré les énormes efforts déployés dans ce but. Il n'y a cependant pas eu d'excuses de la part des médias qui ont tout fait pour divulguer les mensonges; par contre, leurs affirmations non prouvées sur des prétendus accords secrets ont été renforcées,

même dans les médias de renom sérieux, au temps jadis.

Jeff Gerth, journaliste indépendant ayant travaillé pendant trois décennies comme reporter d'investigation pour le «*New York Times*», a publié, le 30 janvier 2023 (dans «*Columbia Journalism Review*», publication de la *Columbia University Graduate School for Professional Journalism*), une série de quatre articles présentant les résultats de ses recherches d'un an et demi sur le complexe dénommé Russiagate, notamment en ce qui concerne les médias. Ses recherches, complétées par une documentation exhaustive, ont confirmé entièrement les critiques à l'encontre de la campagne, formulées en public. *Patrick Lawrence* en a fait le point, dans un article précédent, en ces termes: «[Dans son analyse] Gerth démasque [...] la lâche complicité des médias américains qui ont fabriqué, de toutes pièces, toutes les absurdités répandues sur l'existence d'une collusion de *Donald Trump* avec la Russie pendant sa candidature contre *Hillary Clinton* lors des élections présidentielles de 2016.»²

¹ <https://www.thenation.com/article/archive/how-did-russiagate-begin/> du 30/05/2019

² <https://consortiumnews.com/2023/02/07/patrick-lawrence-the-press-reckoning-on-russia-gate/> du 07/02/2023

* *Patrick Lawrence*, de longue date correspondant à l'étranger, notamment pour l'«*International Herald Tribune*», est chroniqueur, essayiste, auteur et conférencier. Titre de son dernier livre: «*Time No Longer: Americans after the American century*». Yale 2013. Sur *Twitter*, Lawrence était accessible sous @theftoutist avant d'être censuré sans commentaire. *Patrick Lawrence* est accessible sur son site web: patricklawrence.us. Soutenez son travail en consultant patreon.com/theftoutist.

Ces campagnes qui visent à «neutraliser» leurs victimes

Comment certains cercles dirigeants états-uniens (et leurs collaborateurs) s'en prennent à des esprits libres

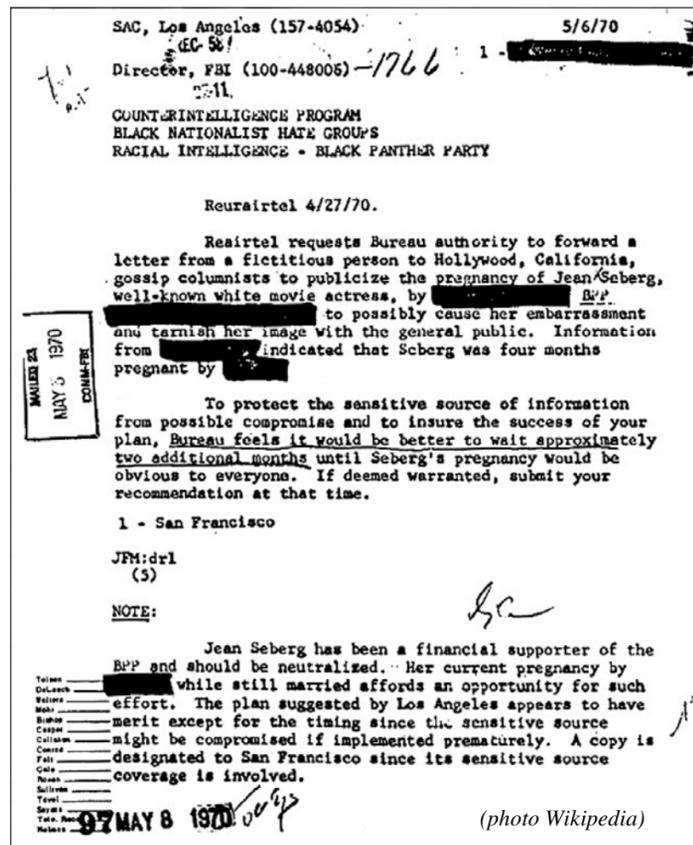
par Karl-Jürgen Müller

«Ôtez le droit – que reste-t-il d'un Etat, sinon une vaste entreprise de brigandage?»
(Augustin d'Hippone, 354–430)

De temps en temps cela vaut la peine de regarder la télévision. Peut-être pas les émissions d'information, les magazines politiques, les talk-shows ou les prétendus documentaires – chez nous, ces temps-ci, pratiquement tout s'est aligné sur le modèle du Grand frère d'outre-Atlantique, suivant une ligne qui n'a pourtant plus grand-chose à voir avec les faits ni le contexte dans la réalité – mais qui semble plutôt être la proie de poussées de haine (certaines savamment mises en scène). Une politique belliqueuse se dissimule derrière son hypocrisie.

De temps en temps, par contre, on peut faire contrepois en visionnant un bon film, comme par exemple celui qui était diffusé mercredi soir, 8 février 2023, sur les ondes de la télévision suisse SRF2: «Jean Seberg – against all enemies», long-métrage produit en 2019. Ce film est sorti 40 ans après la mort, à ce jour encore inexplicée, de l'actrice américaine Jean Seberg et traite de la vie de l'actrice, rentrée de France aux Etats-Unis dans les années qui ont suivi son succès mondial dans «A bout de souffle» de Jean-Luc Godard (1960). Le film s'arrête au début des années 1970, alors que Jean Seberg fait l'objet d'une surveillance totale bien que discrète par le FBI américain, en raison de ses contacts publics et de son soutien aux activités humaines du mouvement des Black Panthers. L'ampleur du harcèlement public, couplée à une surveillance continue la poussèrent au désespoir, jusqu'à une tentative de suicide inaboutie suivie d'une fausse couche.

Le film n'est pas qu'une fiction mais en beaucoup de scènes la relation des nombreux éléments de la cabale dirigée contre elle reflétant la réalité. En consultant la page Wikipedia consacrée à Jean Seberg, on trouve le passage suivant:



«Aux Etats-Unis, son engagement pour le mouvement des Black Panthers l'a placée dans le collimateur du directeur du FBI, J. Edgar Hoover, conduisant à sa surveillance par le même FBI et à ce qui allait détruire sa carrière, une campagne de dénigrement menée à son encontre. En 1970, alors qu'elle attendait son deuxième enfant, on fit courir une rumeur selon laquelle Jean Seberg entretenait une liaison avec un activiste des Black Panthers dont

elle était enceinte» (reproche s'étant par la suite révélée infondée).

On trouve également sur Wikipedia un document du FBI, déclassifié depuis (voir l'image), dans lequel il est littéralement écrit que le FBI avait planifié de «neutraliser» Seberg au travers d'une campagne de diffamation, avec détails fournis à l'appui.

Tout cela remonte à plus de 50 ans, mais rien n'a changé sur le fond. Bien au contraire, le

même genre de campagnes diffamatoires a pris un tour plus vicieux encore ces dernières décennies, les acteurs issus des centrales spéciales telles le FBI les ayant essayées en Europe. De nos jours, les services étatiques – contrairement au procédé habituel aux Etats-Unis des années soixante et soixante-dix – n'exercent plus que des activités «exécutives» tandis que les basses besognes de diffamation sont devenues l'apanage d'ONGs et de médias prêts à leur rendre service, sur financement d'instances étatiques ou de «sponsors» fortunés. Ce travail de dénigrement public permet ensuite à l'Etat d'intervenir officiellement – non pas contre ces mêmes campagnes diffamatoires, mais à l'encontre des personnes diffamées.

Au cours des dernières décennies ce type de campagnes de «neutralisation» ont ciblé beaucoup de ceux qui s'expriment ou agissent en toute indépendance. Actuellement, c'est Daniele Ganser, historien et chercheur spécialiste de la paix suisse qui est visé dans tous les pays germanophones (voir encadré). Les médias s'en font l'écho sans relâche, avançant contre Daniele Ganser des accusations abracadabrantes. On a ici affaire à un style de campagne classique montée selon les règles d'art par des forces apparemment très influentes.

Avec ses livres et ses conférences, Daniele Ganser, pacifiste et un grand critique de la politique belliciste américaine, remporte du succès, surtout auprès des jeunes. Il apparaît donc que dans le grand délire médiatique, ceux qui préconisent la paix en irritent certains.

Il serait cependant faux de croire que seul Daniele Ganser ou d'autres, directement concernés, sont les seuls ciblés par ces campagnes. Elle s'avèrent être avant tout une attaque contre les relations humaines intacts. Par leur hypocrisie, leur violence, leurs scissions, les acteurs visent le cœur même du fondement social sur lequel s'érigent nos sociétés.

Déclaration à destination des mouvements pour la paix

Déclaration commune des organisateurs de conférences du Dr Daniele Ganser

Depuis plus de 20 ans, Dr Daniele Ganser (historien suisse diplômé de l'Université de Bâle) mène et publie ses recherches portant sur les efforts de paix internationaux (de 1945 à nos jours), sur la géostratégie et la guerre dissimulée. Pour lui, le bannissement par l'ONU de la violence ainsi que la volonté sincère de paix, de liberté et de vérité constituent depuis ses débuts, le point de départ de ses analyses. Ganser lui-même, tout comme ses activités incessantes sont sans aucun doute synonymes de paix, de compréhension entre les peuples, de vigilance et de coexistence non violente dans une société vivable, honnête, ouverte et conviviale. Dans ses conférences, il insiste sur l'appartenance de chaque être humain à la grande famille humaine. Il s'oppose fermement à toute forme de violence, de dévalorisation, d'oppression, de discrimination, d'exclusion et de racisme. C'est pourquoi Daniele Ganser est à juste titre qualifié de «chercheur spécialisé sur la paix».

Une guerre fait rage au cœur de l'Europe et les gouvernements des pays de l'OTAN, largement soutenus par tous les grands médias, exigent à l'unisson la livraison d'armes lourdes, directement dans la zone de guerre. De son côté, la Russie augmente quotidiennement son engagement militaire, ayant entre-temps doublé ses effectifs. Les deux parties, l'OTAN et la Russie, s'exposent ainsi à l'escalade et à la prolongation de cette guerre. Parallèlement, les activistes pour la paix qui exigent l'ouverture immédiate de négociations de paix font l'objet de diffamation.

Dr Ganser donne de très nombreuses conférences dans les pays germanophones d'Europe (Allemagne, Autriche, Suisse alémanique), ne cessant d'appeler à la paix. Ses manifestations attirent des milliers de personnes partageant son engagement pour la paix et rejetant la guerre. Ses analyses mettant en évidence le contexte géostratégique et historique du conflit vont souvent beaucoup plus loin que les reportages des médias grand public qui dominent le débat. Daniele Ganser ne contourne pas les questions critiques et se prononce à chaque occasion, en toute franchise et avec pertinence, contre la violence, les mensonges, la guerre et la terreur. C'est pourquoi certains groupes tentent actuellement d'interdire ses apparitions publiques.

On observe avec un souci croissant, dans les médias grand public, la raréfaction de la critique ouverte des décisions gouvernementales. Les médias grand public soutiennent à l'unanimité les livraisons d'armes à l'Ukraine dans les pays de l'OTAN, favorisant ainsi la prolongation et l'escalade de la guerre. On n'y entend ni voix divergente, ni avertissement. Cette situation s'aggrave encore lorsqu'intervient la diffamation des attitudes critiques à l'encontre des orientations bellicistes de la politique extérieure gouvernementale, ce qui est exactement le cas actuellement pour le Dr Daniele Ganser. Ses opinions publiquement exprimées ont valeur d'avertissement. Par la diffamation, la calomnie malveillante et les fausses affirmations, les grands médias et certains politiciens créent une ambiance ennemie à son encontre

en le présentant sous un jour défavorable afin d'empêcher ses conférences. Les accusations contre sa personne même ne visent qu'à le discréditer. Leur formulation est répétitive jusque dans les mots, à l'évidence de vrais copiers-collés. Leur absence d'analyse honnête ou factuelle les rend totalement infondées. Et cela, alors même que les médias devraient se poser en garde-fous civilisateurs d'une société démocratique et aider à dénoncer les mensonges et la corruption ainsi qu'à endiguer efficacement la course effrénée vers le pouvoir.

Daniele Ganser mérite d'autant plus l'aide de nos mouvements pour la paix! Aidez-nous à renouer avec le vrai débat, le dialogue respectueux. Aidez-nous à faire en sorte que la volonté sincère de paix mondiale soit à nouveau considérée comme le bien le plus précieux. Opposez-vous résolument à tout bellicisme et n'acceptez pas que l'article 5 de la Loi fondamentale allemande, qui garantit la liberté d'expression, soit foulé aux pieds. Il faut défendre la vraie démocratie et les droits de l'homme.

Nous, les organisateurs de conférences du Dr Daniele Ganser, devons agir dès maintenant et avec détermination sur le plan juridique contre les interdictions de nos séances prévues, actes à motivation politique des exploitants des salles de conférence. Les contrats signés ne peuvent faire l'objet de résiliations arbitraires lorsqu'un orateur s'exprime en faveur de la paix, et ceci en temps de guerre. Les conférences annoncées auront lieu quand même. Veuillez nous soutenir afin

que le message pacifique de Daniele Ganser continue à être diffusé, chez nous et dans le monde entier.

Dates de la tournée 2023 de Daniele Ganser (date de référence 09 février 2023) :

- (CH) Kloten 10.2.2023
- (D) Rostock 7.3.2023
- (D) Kiel 8.3.2023
- (D) Hannover 9.3.2023
- (AUT) Hallein 16.3.2023
- (AUT) Wels 17.3.2023
- (AUT) Graz 18.3.2023
- (AUT) St. Pölten 19.3.2023
- (D) Dortmund 27.3.2023
- (D) Aachen 28.3.2023
- (D) Offenbach 29.3.2023
- (CH) Basel 28.4.2023
- (CH) Kreuzlingen 4.5.2023
- (D) Nürnberg 10.5.2023
- (D) München 11.5.2023
- (D) Leinfelden-Echterdingen 12.5.2023
- (D) Dingolfing 23.6.2023
- (D) Bad Aibling 25.6.2023
- (LIE) Triesenberg 21.9.2023
- (D) Berlin 21.10.2023
- (D) Würzburg 28.10.2023
- (D) Regensburg 29.10.2023
- (D) Erfurt, Mittwoch, 15.11.2023
- (D) Riesa, Donnerstag, 16.11.2023
- (D) Magdeburg, Freitag, 17.11.2023

Source: <https://www.youtube.com/watch?v=YO4eN4emq4>

(Traduction Horizons et débats)

«L'ignorance totalisée ...»
suite de la page 5

nous nous trouvons en effet face à cette réalité, du moins dans les limites où le langage est en effet en mesure de discipliner le pouvoir et de demander des comptes à ceux qui l'exercent de manière corrompue.

Le brouillage a été diaboliquement efficace

Cinq, l'annihilation des trois rapports dont il est question ici a été diaboliquement effi-

cace, laissant la majorité des Américains dans l'ignorance des faits dont ces rapports font état. La plupart des «croyants» du mythe «Russiagate» que je connais ne sont pas conscients du fait que tout ce qu'ils croyaient être vrai a été réfuté. Mais ceux qui ne sont pas conscients d'un événement, ne s'en soucient guère. C'est cet état que j'appelle l'ignorance totalisée.

«De la crotte sur le mur»

Sixième et dernier point: il n'y a pas de précédent dans l'histoire américaine pour notre

situation. Notre passé n'est pas celui à nous illuminer la voie. Un de ces matins, Seymour Hersh a intitulé sa lettre aux abonnés «The Crap on the Wall» [«La crotte sur le mur»], la concluant en ces termes: «Restez en phase. Nous n'en sommes qu'au début...»
En effet.

¹ <https://www.thenation.com/article/archive/how-did-russiagate-begin/> du 30/05/19

² <https://consortiumnews.com/2023/02/07/patrick-lawrence-the-press-reckoning-on-russiagate/> du 7/02/23

³ <https://seymourhersh.substack.com/p/how-america-took-out-the-nord-stream/>;

⁴ National Public Radio (NPR) est une coopération de stations radio non-commerciales indépendantes, autant sur le les plans financier que légal (n.d.l.r.)

⁵ <https://twitter.com/ggreenwald/status/1625595631413633045>

⁶ Mack Trucks est un producteur américain de camions lourds renommés de leur apparence toffue (n.d.l.r.)

Source: Scheerpost

(Traduction de l'anglais Horizons et débats)

Conférence annuelle de l'OSCE à Vienne – Le gouvernement autrichien tient bon

par Marianne Wüthrich, Docteur en droit

Les 23 et 24 février 2023, l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) s'est réunie à Vienne pour sa session annuelle. L'Assemblée compte 323 députés, de provenance diverse entre Vancouver et Vladivostok.

Lors de sa session annuelle de 2023, l'Assemblée parlementaire de l'OSCE a tenu un débat sur le thème (à univocité voulue) «Un an après: la guerre généralisée et continue de la Russie contre l'Ukraine», avec des discours de plusieurs représentants spéciaux de l'OSCE. Au lieu de se montrer prêts à écouter le point de vue de la Russie, 81 députés de 20 pays se sont récemment adressés au gouvernement fédéral autrichien par lettre pour le solliciter «d'empêcher la participation de la délégation russe à la réunion de l'OSCE à Vienne». L'Autriche ne devait pas délivrer de visas aux députés russes (et biélorusses) qui font l'objet de sanctions occidentales, ont déclaré les expéditeurs.

«Le droit international doit être respecté, même si cela n'est pas populaire»

Le gouvernement autrichien ne s'est toutefois pas laissé détourner de sa ligne de conduite légitime. Le 3 février 2023, Alexander Schallenberg, Ministre autrichien des Affaires étrangères, a déclaré devant une commission du Conseil national que l'Autriche était tenue de délivrer des visas en vertu du droit international et qu'elle ne comptait certainement pas le violer. Selon lui, «le droit international doit être respecté, même si cela n'est pas populaire.»¹

L'Assemblée parlementaire de l'OSCE elle-même vient de réaffirmer cette position. Selon les nouvelles médiatiques récentes, l'organisation internationale avance que l'accord sur l'Etat hôte de l'Organisation internationale (Autriche) exige de l'Autriche qu'elle facilite l'entrée des délégations participantes, «ce qui signifie que la délivrance de visas n'est pas une question d'appréciation, mais relève de ses obligations juridiques».²

Lors d'un entretien avec l'ORF, Schallenberg a également souligné l'importance due à l'OSCE en tant que plateforme: «L'OSCE n'a jamais été une organisation de personnes partageant les mêmes idées. [...] Mais nous devons rester en contact. Car nous espérons qu'un jour la diplomatie retrouvera sa place».

Suite à cela est survenu la menace bruyante de la Lituanie de boycotter la réunion car, comme elle a dit, on ne pouvait pas exiger de sa délégation qu'elle soit «assistée dans la même salle avec des personnes qui devraient être transférées devant un tribunal militaire spécial», car ces personnes étaient «directement responsables du déclenchement de la guerre» comme disaient ses porte-paroles. Sur ce, le Ministre autrichien

des Affaires étrangères a calmement déclaré son «regret» que l'Assemblée parlementaire de l'OSCE, qui réunit les délégués parlementaires des pays membres de l'OSCE, se montre si «éprise d'émotions», alors que l'Assemblée des ambassadeurs de l'OSCE avait lieu chaque mardi à la Hofburg de Vienne.³

En tant que citoyenne suisse, on ne peut s'empêcher d'éprouver un certain moment de jalousie. L'Autriche qui, après la Seconde Guerre mondiale, a érigé son statut de neutralité armée perpétuelle sur le modèle suisse, ne se laisse pas détourner d'un iota de la voie de la neutralité ni de l'Etat de droit (malgré son appartenance à l'UE!). Pour le gouvernement autrichien, les devoirs d'un Etat neutre sont apparemment clairs: ne pas livrer d'armes à l'Ukraine, ne pas autoriser le transport du matériel de guerre en utilisant l'espace aérien autrichien et, en tant qu'Etat hôte du Siège de l'OSCE, traiter tous les Etats membres de la même manière. Peut-être devrions-nous envoyer notre Ministre des Affaires étrangères à Vienne pour lui faire suivre quelques leçons particulières en droit international? Car le CICR dont le siège international se trouve en Suisse (Genève) et qui dépend de la confiance de toutes les parties en guerre et en conflit doit lui aussi pouvoir compter, pour ses activités humanitaires bénéfiques, sans exceptions sur la neutralité de la Suisse en tant qu'Etat dépositaire.

«Quelque part, il faut qu'il existe un lieu garantissant que l'on puisse se parler»

Lors d'une émission récente du magazine politique suisse «Echo der Zeit», Manfred Nowak, Professeur de droit international et de droits de l'homme à l'université de Vienne, s'est prononcé dans le même sens: en tant que siège de l'OSCE, Vienne a conclu «un accord sur le siège officiel entre l'Autriche et l'OSCE» qui la somme d'accorder aux 57 membres de l'OSCE, y compris la Russie et la Biélorussie, le droit de participer aux réunions de l'OSCE à Vienne. Selon Nowak, cet accord d'Etat d'hôte doit être considéré comme plus contraignant que les sanctions de l'UE, par exemple l'interdiction d'entrée pour les hommes politiques et les diplomates russes. Contrairement au Conseil de l'Europe, l'OSCE ne pourrait pas exclure la Russie, car



Drapeaux multilingues devant le siège de l'OSCE à Vienne, Hofburg. (photo Wikimedia Commons)

elle ne prévoit pas de mécanisme d'exclusion: «Cela s'explique par le fait que l'OSCE [à l'époque la CSCE] a été fondée à Helsinki en 1975, pendant la Guerre froide, pour essayer de trouver une base de discussion entre les Etats-Unis et l'Union soviétique ainsi que les Etats européens».

Le professeur Nowak ne plaiderait pas non plus pour une clause d'exclusion au sein des Nations Unies, «car il doit encore y avoir un lieu où l'on puisse se parler. Exclure la Russie seule conduirait à l'impossibilité de conclure la paix, cette paix qui est précisément le but de l'OSCE en tant qu'organisation internationale la plus importante, ensemble avec l'ONU, car il s'agit de sécurité et de coopération en Europe. Il s'agit de faire en sorte que l'OSCE, qui avait une grande mission d'observation en Ukraine, redevienne une plateforme où des négociations de paix pourraient être possibles.»⁴

Un regard en arrière: à qui profitait l'affaiblissement de l'OSCE par l'Occident?

On ne peut qu'être d'accord avec Manfred Nowak: l'OSCE pourrait jouer un rôle important dans les terribles guerres se déroulant aujourd'hui en Europe, comme en Ukraine ou au Haut-Karabakh, afin de réunir les parties autour d'une table. Comme l'a rapporté *Horizons et débats* en juillet 2020, les Etats membres de l'OTAN et de l'UE ne montraient pas beaucoup d'intérêt à avoir une OSCE forte. Au contraire, certains d'entre eux, comme la Norvège et le Canada, ont activement œuvré à la destitution de l'énergique équipe dirigeante de l'OSCE, y compris du secrétaire général suisse Thomas Greminger, qui avait proposé des instruments plus efficaces pour désamorcer les tensions entre les Etats.⁵

L'un de ces instruments était la mission d'observation mentionnée par le professeur Nowak, qui avait été mise en place après le coup d'Etat de Maïdan en 2014. Cette mission a enregistré les violations du cessez-le-feu dans le Donbass. Chaque explosion y est documentée avec une photo et une indication précise de l'heure. Comme indique le rapport de 2020, celles-ci provenaient en majorité de l'armée ukrainienne. Le fait que les observateurs soient si impartiaux a manifestement déplu à certaines puissances occidentales.

Depuis décembre 2019, face à l'avancée de l'OTAN vers la frontière russe, au développement massif de son potentiel militaire en Europe de l'Est et à la création d'une image d'ennemi de la Russie, le Ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a appelé l'OSCE à agir lors de la réunion ministérielle de l'organisation: «Il est important d'enrayer cette tendance dangereuse et d'arrêter la poursuite de la tendance à la confrontation. [...] L'OSCE pourra et devra jouer un rôle important dans la résolution de ces problèmes en raison de sa vaste portée géographique et de son approche globale de la sécurité, du principe de consensus et du dialogue culturel.»⁶

La CSCE/OSCE a été créée en tant que forum pour les échanges et la construction de ponts entre les Etats participants, en dépit de leurs vues politiques différentes. Lors de la Assemblée parlementaire à Vienne, avancer uniquement selon les vues d'une seule partie aura certes pu servir la volonté de l'unique superpuissance et l'ambiance surchauffée d'aujourd'hui, mais certes nullement l'idée fondamentale de l'OSCE. •

¹ Parlement autrichien. *Parlamentskorrespondenz (Correspondance parlementaire)* n° 111 du 03/02/2023. «Aussenminister Schallenberg verteidigt Einreiseerlaubnis für russische OSZE-Delegation» (Le ministre des Affaires étrangères Schallenberg défend l'autorisation d'entrée pour la délégation russe de l'OSCE)

² «OSZE: Österreich rechtlich verpflichtet, allen Delegationen für Tagung Visa auszustellen» (L'Autriche est juridiquement tenue de délivrer des visas à toutes les délégations pour la réunion). dans: *Der Standard* du 07/02/2023

³ Swaton, Chiara. «Österreich verteidigt Teilnahme Russlands an OSZE-Plenartagung». (L'Autriche défend la participation de la Russie à la réunion plénière de l'OSCE) dans: *Euractiv.de* du 07/02/2023

⁴ Scheidegger, Christina. «Diplomatische Turbulenzen vor OSZE-Tagung in Wien». Ds: *Radio SRF, Echo der Zeit* du 10/02/2023

⁵ Wüthrich, Marianne. «Le climat politique mondial détermine le degré de force de l'OSCE». dans: *Horizons et débats* du 04/08/2020

⁶ «Lawrow will OSZE-Friedensinitiative: Die Nato steht an unseren Grenzen und erklärt uns zum Feind». (Lavrov veut une initiative de paix de l'OSCE: l'OTAN se déploie à nos frontières et nous traite d'ennemi) dans: *RT deutsch* du 06/12/201

La confiscation des avoirs privés russes serait une enfreinte à la Constitution suisse!

L'administration fédérale vient de le réaffirmer

mw. Le Conseil fédéral a récemment chargé un groupe de travail interne à l'administration de clarifier si les avoirs russes bloqués pouvaient être utilisés pour la reconstruction de l'Ukraine. En date du 15 février 2023, le groupe de travail du *Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco)*, du *Secrétariat d'Etat aux questions financières internationales (SFI)* et de la *Direction du droit international public (DDIP)*, sous la direction de l'*Office fédéral de la justice (OFJ)*, a communiqué au Conseil fédéral les résultats de son enquête.

Cela fait du bien de constater que l'administration fédérale vient de rappeler, à elle-même et à nous autres citoyens suisses, les fondements de notre Etat de droit. Le groupe de travail cité ci-dessus conclut dans son rapport «que l'expropriation sans indemnisation de la propriété privée d'origine licite n'est pas autorisée par le droit suisse. La confiscation d'avoirs privés gelés est contraire à la Constitution fédérale, selon l'ordre juridique en vigueur, et constituerait une enfreinte des obligations internationales imposées à la Suisse». (*Communiqué de presse* du Conseil fédéral du 15 février 2023)

Un document du Seco dirigeant le travail de la commission citée, ayant été disponible en

octobre 2022 déjà, détaille pourquoi, en vertu du droit suisse, les ressortissants russes ne peuvent pas être expropriés du seul fait qu'ils figurent sur une liste de sanctions.

– Il affirme par contre que, selon le droit suisse, la condition préalable à la confiscation de valeurs patrimoniales présuppose une procédure pénale ayant établi l'origine illicite de ces valeurs. (Code pénal, art. 70).

– La même instance met en évidence les données pertinentes suivantes: «L'inscription sur une liste de sanctions ne signifie pas en soi que la personne aura commis un délit, de même que ce même acte de blocage ne signifie non plus, en tel, qu'ils aient été acquis de manière illicite. C'est pourquoi, du point de vue de l'Etat de droit, il serait très discutable de confisquer les avoirs d'entreprises ou de citoyens russes uniquement en raison de leur proximité de l'Etat [...] ou sur la base de sanctions existantes. [...] «En fait, les personnes sanctionnées conservent la propriété de leurs avoirs et ressources économiques bloqués [...]. Elles récupèrent leurs avoirs lorsque les mesures de sanction sont levées».

– La même source insiste sur le fait que la confiscation des avoirs constitue «une

atteinte grave à la garantie de la propriété et aux autres droits fondamentaux des personnes concernées, garantis par la Constitution». Il ajoute, citant la Constitution suisse (Cst.), que «la compatibilité d'une telle mesure avec les principes de légalité et de proportionnalité (art. 5 Cst.) et avec la garantie de la propriété (art. 26 Cst.) est remise en question». En droit suisse, «il n'existe pas de base légale pour la restitution à l'Ukraine d'avoirs bloqués».

Avec sa prise de position limpide, le texte issu de la Berne fédérale souligne un reste de rappel de la souveraineté suisse (qui mériterait davantage de considération), en la résumant ainsi:

– «Dans de nombreux cas, la Suisse a certes repris les mesures de sanction de l'UE, mais elle se réserve le droit de régler les dispositions pénales de manière autonome. Elle n'a aucune obligation juridique ou politique de s'aligner sur les dispositions pénales actuelles ou futures de l'UE». •

Source: Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche DEFR. Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco). Sanctions. «22-07. Blocage et confiscation des avoirs. Limites du cadre juridique.

Prise de position à l'attention de la Commission des affaires juridiques du Conseil des Etats du 26/10/22

Horizons et débats

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Editeur
Coopérative Zeit-Fragen
Redaction
Peter Küpfer
Redaction et administration
Case postale 247, CH-9602 Bazenhaid
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51
hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6
IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6
BIC: POFICHBEXXX
Imprimerie
Nüssli, Mellingent

Abonnement annuel 168.– frs / 108.– euros
ISSN 1662 – 4599

©2017 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Bazenhaid».

Contribuer à une vie autodéterminée

L'action de la «Fondation Neven Subotić» en Afrique

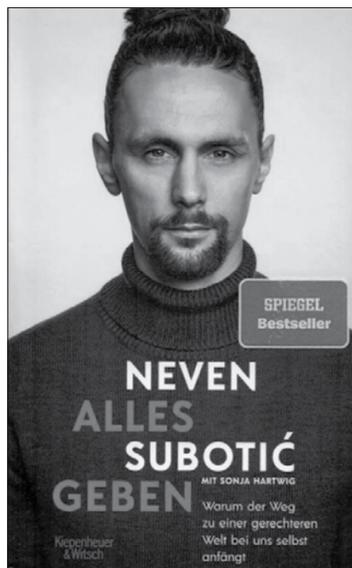
par Winfried Pogorzelski

Neven Subotić est né en 1988 dans l'actuelle Bosnie-Herzégovine. En 1990, sa famille a fui vers l'Allemagne en raison des tensions politiques croissantes. Pour échapper au risque d'expulsion vers son pays d'origine après dix ans de séjour, elle a émigré aux États-Unis, où Neven a commencé à jouer au football dans des clubs de jeunes, jusqu'à ce qu'il rejoigne en 2007 une équipe allemande de première ligue et devienne professionnel. Encore avant la fin de sa carrière, il a créé en 2012 la «Fondation Neven Subotić», qui s'est donné comme mission de forer des puits pour fournir de l'eau potable et des installations sanitaires aux populations d'Éthiopie, du Kenya et de Tanzanie. Déjà 170 000 personnes en profitent.

Dans son livre «Alles geben. [...]» (Tout donner. Pourquoi le chemin vers un monde juste commence par nous-mêmes), paru à l'occasion du dixième anniversaire de la fondation, il raconte comment, sportif de haut niveau alors âgé de 22 ans, il décide de tourner le dos à sa vie de footballeur pour se consacrer entièrement à son engagement humanitaire.

Une éducation stricte centrée sur le sport

Neven Subotić ne découvre sa patrie dans les Balkans qu'à l'occasion d'une visite avec son père, qui a vu venir la guerre en Yougoslavie et s'est enfui en Allemagne avec sa famille alors que Neven n'était encore qu'un enfant. Les parents n'ont pas le droit de travailler et se débrouillent en travaillant au noir, notamment pour pouvoir envoyer des colis dans le cadre de l'aide à leur pays. Dès leur plus jeune âge, Neven et sa sœur aînée aident leur mère à nettoyer les toilettes, leur père à faire toutes sortes de petits boulots. Ils reçoivent une éducation stricte. Neven joue au football, sa sœur au tennis. Tous deux sont entraînés par un père ambitieux, sportif amateur accompli. Au bout de neuf ans, menacée d'expulsion, la famille émigre aux États-Unis. Le garçon continue à jouer dans différentes équipes et devient jeune espoir dans l'équipe nationale américaine junior.



ISBN 978-3-462-00233-1

Neven Subotić: une carrière de footballeur

wp. Depuis son plus jeune âge, Neven Subotić est un passionné de football. Après être passé par divers clubs juniors aux États-Unis, il y est sélectionné pour jouer dans l'équipe nationale junior. En 2007, le célèbre entraîneur allemand Jürgen Klopp (aujourd'hui au FC Liverpool) fait venir le jeune homme de 18 ans au «Mainz 05», un club de la Bundesliga, avant de le transférer en 2008 au club historique «Borussia Dortmund». En duo avec Mats Hummels, le plus jeune et le meilleur duo défenseur central du championnat, Subotić est l'atout majeur de Dortmund, qui devient par deux fois champion d'Allemagne (2011, 2012) et remporte la coupe en 2012. Avec l'équipe nationale serbe, il dispute 36 matchs entre 2009 et 2013 et participe à la Coupe du monde en 2010. Il est à la tête d'un patrimoine estimé à 30 millions.



Le succès, quand tout le monde se donne à fond: joueurs, entraîneurs et supporters

De retour en Allemagne, Neven Subotić, âgé de dix-sept ans, devient au fil du temps une valeur sûre des clubs de football allemands. Il le doit avant tout à son entraîneur et mentor Jürgen Klopp, d'abord dans le club de Bundesliga «Mainz 05», puis au «Borussia Dortmund». Pour Klopp, il est «le joueur le plus extraordinaire avec lequel j'ai jamais travaillé. Pas sur le plan footballistique, mais sur le plan humain» (p. 13). Le jeune défenseur central, quant à lui, trouve en Klopp un entraîneur au soutien indéfectible: «On fait ça ensemble, et je vous protège. Tout ce qui va bien, c'est grâce à vous. Tout ce qui va mal, c'est de ma faute». (p. 110)

Cela permet au jeune professionnel de se surpasser, et il fournit ce qu'on attend de lui: persévérance, fiabilité, fair-play, des vertus que son père et sa mère lui ont déjà enseignées. Il est arrivé à l'Olympe du football, apprécie de «vivre la cohésion, comme si nous étions tous frères et sœurs, de sentir le soutien et l'espoir, et de grandir ensemble dans chaque nouveau défi; la volonté de donner le meilleur de soi-même dans une compétition; la force que seul un stade [...] peut déclencher [...], les sentiments qui naissent en chacun et comment ils amènent les gens à se fondre dans l'unité. Tout cela constitue pour moi des valeurs incontestables». (p. 147)

Le revers de la médaille: «Acteur dans un monde artificiel» ...

Maisons luxueuses, grosses cylindrées, petites amies qui ne cessent de changer, fêtes dans les clubs les plus branchés caractérisent bientôt sa vie en dehors du stade de football. Dans un premier temps, ce qui allait suivre ne le préoccupe pas. «J'étais sourd à ce genre de questions [...] Je ne savais pas quelles étapes je pouvais franchir pour me développer au lieu de simplement accumuler, même si parmi mes coéquipiers je n'étais certainement pas celui qui avait la plus grande maison et le plus de voitures.

Tout ce que je vivais était comme un jeu, et j'étais comme sur une piste de course: la voiture la plus rapide? Oui, je la veux! Le personnage de ce jeu s'emparait de tout ce qui brillait. J'étais assis dans un bolide et j'enfonçais l'accélérateur». (p. 92 s. souligné par N.S.)

... et obligation de maximiser le succès

Mais il découvre rapidement le revers de la médaille de ce système «qui ne voit pas l'individu, mais seulement la maximisation du succès, et qui exerce ainsi sur tous ceux qui y travaillent une pression ne leur permettant plus d'agir humainement. Dans les rapports de force inégaux entre la ligue et les clubs, entre les entraîneurs et les joueurs, j'ai fait l'expérience de comportements déloyaux et de manque de respect entre les personnes.» (p. 147) Il ressent sa dépendance, sa réduction au rang de marchandise, si bien que son «amour pour ce sport était constamment ébranlé». Selon ses propos, la «romance a pris fin» et il s'est «détaché du terrain.» (p. 147) Ce qui naguère était passionnant devient ennuyeux. Et il se pose la question du sens. L'ennui s'installe et il ressent les contraintes liées à sa fortune croissante.

Neven Subotić se demande alors qui il veut vraiment être, en quoi consiste sa contribution à un monde plus juste. C'est bien beau de participer régulièrement à des projets caritatifs en tant que représentant du «Borussia Dortmund», d'aider financièrement tantôt ses parents, tantôt ses amis, mais cela le satisfait de moins en moins.

Création de la fondation – le début d'une histoire réussie

Neven Subotić envisage de créer une fondation. Il veut agir là où la détresse est la plus grande, et le faire sur la durée. «Parmi les millions de problèmes qui existent dans le monde, j'ai dû décider auquel je voulais m'attaquer.» (p. 176) Inspiré par l'ONG américaine «Charity Water», il se penche sur le fait que des milliards de personnes n'ont pas accès à l'eau potable. Encore footballeur professionnel, il

Courrier des lecteurs

«La tête, le cœur et la main» – l'abandon de la devise de Pestalozzi est une grande perte pour nos jeunes

Enseignante de travaux manuels à la retraite, j'ai éprouvé un grand soulagement en lisant l'article d'Eliane Perret sur le nouveau livre de Jochen Krautz, dans l'édition de Horizons et débats du 14 février 2023. Dans les écoles d'aujourd'hui, on a en effet supprimé «la tête, le cœur et la main», ces trois garants d'un enseignement respectant la personne de l'élève, enseigné et pratiqué par Pestalozzi. Avec ces trois dimensions innées à toute pédagogie réussie, Pestalozzi a donné les bases de l'école moderne, apte à former des personnes capables d'assumer leurs responsabilités envers nos sociétés démocratiques, et de manière autonome. Aujourd'hui, après neuf années d'école, nos jeunes savent à peine lire et écrire correctement! La main a été complètement abolie des plans d'études de nos jeunes. La formation pour enseignants de travaux manuels n'existe plus. Nos écoles ont été privées entièrement des matières formant les

capacités artisanales et manuelles dignes de ce nom. Le cœur est aboli depuis longtemps déjà parce que les élèves sont livrés à eux-mêmes face à un parcours programmé «sans âme», grâce à l'apprentissage autonome et la régie des plans hebdomadaires. Depuis lors, l'enseignant se voit réduit en coach devant rester en arrière-plan. L'enseignement en classe est supprimé, ce qui ne permet plus à l'instituteur d'œuvrer dans le but de transformer sa classe en une communauté. Notre jeunesse, abandonnée à elle-même et déracinée (elle n'a plus de patrie), perd rapidement pied («à cause du Covid», disent-ils) remplissant désormais les cliniques psychiatriques. Pauvres jeunes, vos écoles vous ont abandonnés elles aussi.

Marianne Bürkli, Bronschhofen, Suisse

(Traduction Horizons et débats)

Extrait de données du rapport mondial de l'ONU sur l'eau de 2020

wp. 2,2 milliards de personnes dans le monde n'ont pas accès à l'eau potable et environ le double ne dispose pas d'installations sanitaires. Du fait de la croissance démographique et économique, la consommation mondiale d'eau est aujourd'hui six fois plus élevée qu'il y a 100 ans. La pénurie d'eau affecte de plus en plus de régions de la planète. 90% de toutes les eaux usées s'infiltrent dans le sol sans avoir été traitées, polluant ainsi l'environnement et les réserves d'eau potable. Le réchauffement de la planète aggrave encore la situation, entraînant de plus en plus souvent des phénomènes météorologiques extrêmes, comme des vagues de chaleur et des pluies torrentielles. L'augmentation de la température de l'eau et la diminution de l'oxygène dissous font que les rivières et les lacs perdent leur capacité à s'auto-épurer. Il en résulte une augmentation des impuretés et des concentrations de polluants. Les auteurs du rapport mondial sur l'eau appellent les États à se mobiliser davantage en prenant des mesures concrètes. L'eau devrait jouer un rôle plus important dans les négociations sur la politique climatique. L'objectif est que d'ici 2030, tous les êtres humains aient accès à l'eau potable et à des installations sanitaires.

Source: Rapport mondial de l'ONU sur l'eau 2020: <https://www.unesco.fr>

se plonge dans la littérature spécialisée sur le fonctionnement d'une fondation et sur la pénurie d'eau en Afrique; puis en 2012, il crée la «Fondation Neven Subotić».

Avec comme devise «Offrir un avenir», la fondation déclare dans sa charte: «Pour nous, il est intolérable que des millions de personnes dans le monde n'aient pas accès à l'eau potable et à des sanitaires. Elles sont ainsi privées des bases élémentaires de la vie et des conditions nécessaires à la santé, à l'éducation et à un avenir autodéterminé. Cette situation n'est pas digne de l'être humain.» Grâce à l'éducation, la fondation veut donner aux bénéficiaires une plus grande autonomie et de véritables perspectives d'avenir. Les résultats sont impressionnants: 20 000 donateurs ont jusqu'à présent permis la réalisation de 484 projets en Éthiopie, au Kenya et en Tanzanie. Ce travail a des effets immédiats: les chances de survie des personnes augmentent car ces dernières ne sont plus infectées par de l'eau contaminée. Les enfants, et surtout les filles, peuvent aller à l'école au lieu de transporter quotidiennement des bidons d'eau.

Entre-temps, Neven Subotić a mis un terme à sa carrière sportive et se consacre uniquement à sa fondation. Son livre se termine par ces phrases: «Quand je compare ma vie, telle que je la mène actuellement, à celle que j'avais pendant mes meilleurs moments au «Borussia Dortmund» [...], quand je vois le personnage qui, comme dans une émission de télé-réalité, fournit exactement ce qu'on attend de lui, j'éprouve de la honte.» (p. 262) Pour conclure, il appelle toutes les lectrices et lecteurs à «faire sienne la tâche de lutter contre l'injustice de ce monde» (p. 270). •

Sources:

Biermann, Christoph. *Die wahre Geschichte des modernen Fussballs von 1992 bis heute*, Cologne 2022 (Kiepenheuer & Witsch), ISBN 978-3-462-00373-4

Subotić, Neven (avec Hartwig, Sonja). *Alles geben. Warum der Weg zu einer gerechteren Welt bei uns selbst anfängt*, Cologne 2022 (Kiepenheuer & Witsch), ISBN 978-3-462-00233-1

Fondation Neven Subotić: <https://www.die-stiftung.de/stiftungsprojekte/die-neven-subotic-stiftung-unbeugsam-fuer-wasser-91963/>

Rapport mondial sur l'eau de l'Unicef: <https://data.unicef.org/resources/state-of-the-worlds-drinking-water/>

Zweites Deutsches Fernsehen (ZDF), Markus Lanz du 7/09/22

<https://www.youtube.com/watch?v=KCI5tZpXRNO> Zweites Deutsches Fernsehen (ZDF), «Volle Kanne» du 10/11/22, Neven Subotić invité par Florian Weiss